

UNE CONVENTION SUR LE FINANCEMENT AGRICOLE SIGNÉE AVANT FIN JANVIER 2025

Cinq banques publiques rejoignent la BADR

Une bonne nouvelle pour les agriculteurs. Le financement de l'agriculture sera élargi à toutes les banques publiques. Une convention-cadre sera signée avant fin janvier courant entre les six banques publiques et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a annoncé le président de l'ABEF, Mohand Bourai. P 3



ELLE COMPTE SE LANCER DANS L'ASSURANCE DES INVESTISSEMENTS NATIONAUX À L'ÉTRANGER

La Cagex diversifie ses produits et services

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie de l'exportation (Cagex), compte se lancer, cette année, dans l'assurance des risques liés aux investissements algériens à l'étranger, dans le cadre d'un programme de déploiement et de diversification de ses produits et services, a annoncé le P-dg de cette compagnie publique, Zohir Laïche.

P 2

SONATRACH

Cap sur l'industrie de la pétrochimie

Sonatrach réaffirme son engagement à promouvoir une industrie innovante dans le domaine des engrais et des produits chimiques. Ces secteurs, stratégiques pour la sécurité alimentaire et l'autosuffisance de l'Algérie, occupent une place centrale dans la vision à long terme du groupe. Lors de sa visite à Annaba, le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a mis en lumière l'ambition du groupe de renforcer ses capacités industrielles, contribuant ainsi aux efforts nationaux pour garantir une alimentation saine et durable à la population algérienne.

P 5

A L'APPROCHE DU RAMADHAN 2025

Le ministère du Commerce se mobilise

À l'approche du mois sacré du Ramadan, le gouvernement se prépare pour garantir des conditions optimales aux citoyens. Date fatidique s'il en est, le Ramadan est une période test pour les Algériens, qui lui accordent une importance toute particulière. C'est dans cette optique que des réunions stratégiques impliquant les ministères du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture ont eu lieu. Elles visent à assurer un approvisionnement régulier des marchés en produits de base, avec une attention particulière portée aux aliments de large consommation, souvent sujets aux pénuries durant le Ramadan.

P 3

PÉTROLE

Le Brent stable à plus de 77 dollars P 2

EL-DJEÏCH

2025 sera l'année de la poursuite de la marche en avant P 3

BOURSE D'ALGER

Le système digitalisé de cotation mis en place en 2025 P 5

ASSURANCES

Signature d'une convention entre la CNMA et l'Anexal

La Caisse nationale de la mutualité agricole (CNMA) a signé, mercredi à Alger, une convention-cadre de partenariat et d'assurance avec l'Association nationale des exportateurs algériens (Anexal), a annoncé la compagnie dans un communiqué. Paraphée par le directeur général de la CNMA, Cherif Benhabiles, et le président de l'Anexal, Tarek Boulmerka, cette convention a pour objectif de garantir une couverture complète des biens, du transport des marchandises, ainsi que des responsabilités liées aux opérations d'exportation. A travers cet accord, la CNMA réaffirme son rôle en tant qu'"accompagnateur et conseiller, contribuant à la pérennisation et au développement des activités des opérateurs économiques algériens", ajoute la même source. (APS) 53834/084/440/296 ttt APS 081255 ALG Jan 25 nnp14ndnd

PÉTROLE

Le Brent stable à plus de 77 dollars

Les prix du pétrole se stabilisent mercredi, pris entre des inquiétudes sur l'approvisionnement, et des perspectives pessimistes sur la demande mondiale. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mars, grappille vers midi 0,22% à 77,22 dollars, après avoir touché 77,89 dollars, un plus haut depuis mi-octobre 2024 soit près de trois mois. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en février, prend tout juste 0,46% à 74,59 dollars. Les deux références du brut sont soutenues par les inquiétudes concernant le resserrement de l'offre de pétrole, selon les analystes. En outre, les cours du brut bénéficient des perspectives d'une reprise de l'économie chinoise alimentée par les mesures de relance, et du potentiel soutien connexe à la demande de matières premières. La fédération des professionnels du secteur, l'American Petroleum Institute (API), a par ailleurs estimé mardi soir que les stocks américains de brut avaient chuté de 4,02 millions de barils la semaine dernière. Mais cette baisse inattendue a été "plus que compensée" par l'augmentation des réserves d'essence, de plus de 7,33 millions de barils annoncée à la même occasion par l'API, expliquent les spécialistes du marché. Les chiffres de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), attendus mercredi, sont toutefois réputés plus fiables.

ELLE COMPTE SE LANCER DANS L'ASSURANCE DES INVESTISSEMENTS NATIONAUX À L'ÉTRANGER**La Cagex diversifie ses produits et services**

La Compagnie algérienne d'assurance et de garantie de l'exportation (Cagex), compte se lancer, cette année, dans l'assurance des risques liés aux investissements algériens à l'étranger, dans le cadre d'un programme de déploiement et de diversification de ses produits et services, a annoncé le P-dg de cette compagnie publique, Zohir Laïche.

Synthèse Selma R.

«**N**ous sommes en phase de développement d'un produit que nous comptons lancer en 2025 et qui offre une couverture appropriée pour prendre en charge les risques liés à l'installation des investisseurs Algériens à l'étranger», a-t-il déclaré à l'APS. Premier du genre en Algérie, ce nouveau produit interviendra dans le sillage de l'augmentation substantielle, en 2024, du capital social de la compagnie, passé de 3 à 10 milliards de Da, avec l'introduction du Trésor public comme actionnaire majoritaire. Cette hausse permet à la Cagex d'assurer «une meilleure présence sur son marché, en se déployant dans les différentes régions du pays, et en proposant une offre plus diversifiée», souligne le même responsable. Cela, a-t-il noté, parallèlement à l'investissement dans la technologie et la digitalisation qui représentent également «un défi majeur de l'entreprise pour les années à venir afin de permettre de jouer pleinement son rôle dans la sécurisation des transactions et des opérateurs économiques». Selon M. Laïche, l'assurance

des investissements nationaux à l'étranger viendra renforcer et diversifier la gamme de produits de la Cagex, et qui se concentre jusque-là sur l'assurance-crédit à l'exportation qui couvre les exportateurs contre les risques d'insolvabilité des acheteurs. En 2023, les flux nets sortants des investissements directs algériens à l'étranger avaient totalisé 84 millions de dollars, contre 71 millions de dollars une année auparavant, selon le rapport annuel de la Banque d'Algérie portant sur l'évolution économique et monétaire pour 2023.

La principale vocation de la Cagex est l'accompagnement des exportateurs dans leurs stratégies de développement à l'international. Outre l'assurance-crédit à l'export, les services de cette compagnie couvrent d'autres créneaux à l'image de la prise en charge du risque politique pour le compte de l'Etat, l'accompagnement des acteurs économiques dans la phase de prospection, en mettant à leur disposition les informations économiques et commerciales sur les marchés sur lesquels ils veulent se positionner, mais également sur les acheteurs et clients avec lesquels ils comptent réaliser leurs exportations.

Hausse de 25% du chiffre d'affaires en 2024

Interrogé, par ailleurs, sur les résultats de la compagnie en 2024, le même responsable a fait part de la réalisation d'un chiffre d'affaires avoisinant les 150 milliards de Da, en progression de 25% par rapport à l'exercice 2023. «Les perspectives sont prometteuses, ce qui nous encourage à déployer des efforts supplémentaires pour couvrir à la fois le marché local et international», a indiqué le P-dg de la Cagex qui mise sur la coopération internationale, notamment avec les compagnies similaires et des réassureurs du monde arabe. C'est dans ce cadre qu'elle vient de conclure 6 conventions de coopération de partenariat et d'échanges d'information qui vont «consolider davantage sa position dans le marché, et les accords se poursuivent pour enrichir la base de données de la compagnie relative notamment aux clients potentiels des exportateurs algériens, laquelle constitue un élément crucial qui permet à la Cagex de jouer pleinement son rôle dans la promotion des exportations hors hydrocarbures».

AUTOMOBILE

Geely dévoile sa stratégie à l'AAPI

Par M. A.

Le Directeur Général de l'Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement (AAPI) a accueilli une délégation de Geely, le géant chinois de l'industrie automobile. À cette occasion, la société a exposé en détail ses activités à l'international, ainsi que sa stratégie pour le développement du secteur automobile en Algérie, en abordant ses projets à court et moyen terme.

En septembre 2024, Geely, en partenariat avec la société Sodivem, a annoncé la construction d'une usine de montage automobile en Algérie, dont l'inauguration est prévue pour 2025. Cette usine, qui produira entre 40 000 et 60 000 véhicules par an, commencera avec un taux d'intégration de 5 % et prévoit d'augmenter ce taux sur cinq ans. Les modèles GX3 PRO et Coolray Lite seront les premiers à sortir de cette chaîne de montage, et deux autres modèles viendront compléter la gamme. Ce projet représente un investissement

majeur pour Geely et devrait générer plus de 7 000 emplois. À moyen terme, l'entreprise vise non seulement à répondre à la demande croissante du marché algérien, mais aussi à exporter ses véhicules, tout en renforçant l'intégration locale par l'implantation de ses fournisseurs en Algérie. L'entrée de Geely sur le marché algérien s'inscrit dans une volonté de diversifier l'offre automobile du pays et de répondre à une demande en constante augmentation. Depuis plusieurs années, l'entreprise a progressivement consolidé sa présence en Algérie grâce à des partenariats locaux et à l'introduction de ses modèles, notamment des berlines et des SUV. Elle a également investi dans l'assemblage local, contribuant ainsi à la création d'emplois et à la promotion de l'industrie automobile nationale. En s'alignant avec la politique de diversification économique du pays, Geely cherche à réduire la dépendance des Algériens vis-à-vis des importations de véhicules tout en soutenant la production locale. Ses modèles sont particulièrement

appréciés pour leur rapport qualité-prix compétitif, attirant une large clientèle à la recherche de véhicules modernes et abordables.

Depuis décembre 2023, Geely Algérie a vendu 38 200 véhicules, dont 14 000 ont déjà été livrés. Toutefois, la demande reste forte, avec plus de 80 000 précommandes pour les modèles de 2024. Les livraisons se font selon plusieurs critères, tels que le modèle, la couleur et les caractéristiques techniques, et non uniquement selon l'ordre des précommandes. Geely considère l'Algérie comme un marché stratégique en Afrique. L'entreprise s'engage à offrir des véhicules de qualité à des prix variés, tout en renforçant son service après-vente. Pour ce faire, une équipe technique chinoise a formé le personnel algérien afin de garantir un service optimal. En vue d'une expansion à long terme, Geely prévoit la construction d'une usine en Algérie d'ici 2026, avec des sites potentiels à Sétif, Batna ou Oran.

Quotidien économique

Les Enjeux
EcoEdité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554**Gérant**
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji Zahir**Siège social**
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
00170000003889 09**Impression**
Centre : SIA**Distribution**
Centre:
les enjeux Eco«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

UNE CONVENTION SUR LE FINANCEMENT AGRICOLE SIGNÉE
AVANT FIN JANVIER 2025

Cinq banques publiques rejoignent la BADR

Une bonne nouvelle pour les agriculteurs. Le financement de l'agriculture sera élargi à toutes les banques publiques. Une convention-cadre sera signée avant fin janvier courant entre les six banques publiques et le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, a annoncé le président de l'ABEF, Mohand Bourai.

Par Zahir R.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des engagements du président de la République pris lors de la célébration du 50^e anniversaire de la création de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). À ce jour, le financement de l'agriculture est assuré par la Banque de l'agriculture et de développement rural (BADR). Cependant, l'importance de ce secteur, considéré comme étant le levier de la sécurité alimentaire, impose la diversification des financements et l'entrée en scène de nouveaux acteurs capables d'apporter l'appui nécessaire au développement de ce secteur et à l'atteinte des objectifs fixés. En effet, l'élargissement du financement aux cinq autres banques ne pourrait qu'être bénéfique pour la poursuite du développement de ce secteur stratégique, ayant contribué à hauteur de 37 milliards de dollars de production globale en 2024. Selon le président de l'ABEF et également DG de la BADR, après cette année, les agriculteurs disposeront d'une panoplie d'offres proposées par les six banques pour le financement de leurs projets d'investissement agricole. « D'ici la fin janvier, les agriculteurs pourront bénéficier de crédits et de financements sous diverses formules (classiques, islamiques et subventionnées par l'État) », précise Mohand Bourai dans

une déclaration à une chaîne de télévision, ajoutant que les agriculteurs pourront même bénéficier de crédits bonifiés à zéro taux d'intérêt, citant l'exemple du crédit R'fig. Pour le représentant des banques et institutions financières, les avantages fiscaux et financiers sont nécessaires pour booster davantage le secteur agricole. Concernant le financement de l'économie nationale d'une manière générale, l'intervenant a fait savoir l'ABEF a enregistré une croissance importante des financements bancaires, variant entre 7 à 8% en 2024 par rapport à 2023. Une augmentation qui confirme la relance de l'économie nationale qui s'inscrit dans une trajectoire de croissance soutenue. Selon ses estimations, l'année 2025 sera marquée par une croissance de 10 % des crédits et financements, notamment avec le lancement de nombreux projets inscrits à l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI). Selon les chiffres avancés par Bourai, près de 13 000 milliards de DA de financement bancaire ont été alloués à l'économie nationale en juin 2024, dont 4 686 milliards de DA pour le secteur privé et 4 227 milliards de DA pour le secteur public. « La tendance a changé ces dernières années, où les banques financent beaucoup plus le secteur privé », note-t-il. Cela signifie que les banques adoptent une logique économique bien différente de l'ancienne politique, où des crédits étaient

injectés dans des entreprises non rentables ou, carrément, pour le paiement des salaires. Concernant des crédits accordés aux ménages, ils ont atteint 1172 milliards de DA, dont 1100 milliards pour l'immobilier et 32 milliards autres de crédits à la consommation. Le président de l'ABEF a en outre fait savoir que 400 milliards de financements seront accordés pour la réalisation de 200 000 logements dans le cadre du programme AADL3 à partir de cette année. « Les six banques ont signé une convention de financement pour la construction de 200 000 unités à partir de 2025 », souligne-t-il, annonçant que « nous allons étudier une proposition pour le lancement de produits destinés au paiement des tranches AADL3. S'il y a une forte demande, nous lancerons des produits financiers dans ce cadre ». Questionné sur la finance islamique, Mohand Bourai a indiqué que des résultats encourageants ont été réalisés depuis le lancement de cette finance, qui gagne du terrain. Depuis 2020, 774 guichets de la finance islamique ont été ouverts par les 12 banques commerciales, avec l'ouverture de 87 agences et l'ouverture de 745 000 comptes également. Il a affirmé que les dépôts avoisinent les 817 milliards de DA en septembre 2024, avec 436 milliards de DA de financements aux entreprises et 34 milliards de DA de crédits à la consommation.

A L'APPROCHE DU RAMADHAN 2025

Le ministère du Commerce se mobilise

Par Réda Hadi

À l'approche du mois sacré du Ramadan, le gouvernement se mobilise pour garantir des conditions optimales aux citoyens. Date fatidique s'il en est, le Ramadhan est période test pour les Algériens, qui lui accorde une importance toute particulière. C'est dans cette optique que des réunions stratégiques impliquant les ministères du Commerce, de l'Industrie et de l'Agriculture ont eu lieu. Elles visent à assurer un approvisionnement régulier des marchés en produits de base. Avec une attention particulière portée aux aliments de large consommation, souvent sujets aux pénuries durant le Ramadan. Dans cette optique, le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni a annoncé, la prise de mesures proactives, en coordination avec d'autres secteurs, pour éviter toute éventuelle fluctuation sur les marchés pendant le prochain mois de Ramadhan. Beaucoup de spécialistes, assurent que l'Algérie échaudée par la réussite du Ramadhan 2024, s'apprête à réitérer sa compétence renforçant même certaines mesures, pour pallier à des insuffisances observées. « Aussi, dans le but d'assurer la stabilité du marché national et son approvisionnement en divers produits de

consommation, alimentaires et agricoles, notamment à l'approche du mois sacré de Ramadhan, le ministère a tracé un programme proactif prévoyant des mesures préventives pour éviter toute éventuelle fluctuation, en associant les secteurs de production représentés essentiellement par l'agriculture, l'industrie, ainsi que les secteurs de l'intérieur et des collectivités locales et du Commerce extérieur, en sus des associations professionnelles et des représentants des différentes filières productives », a précisé M. Zitouni dans une allocution lue en son nom par le directeur général par intérim de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), Hocine Zaoui, lors d'une journée d'information consacrée à la loi de Finances 2025. Les pouvoirs publics se disent rassurés et affichent un optimisme certain, et assurent qu'aucune pénurie n'a été signalée et que la situation est surveillée de près. Les différents acteurs concernés suivent avec un grand intérêt tout ce qui se passe dans les marchés. Pour l'instant, aucune pénurie ou quelconque manque de n'importe quel produit alimentaire ou agricole n'est constatée. A ce propos, le ministre a salué "les efforts consentis par les comités locaux conjoints pour suivre quotidiennement la situation des marchés à l'échelle natio-

nale et proposer les mesures nécessaires, en intervenant si besoin est, sous la supervision directe des walis, qui ont souligné, lors de la récente rencontre avec le Gouvernement, l'importance d'activer les cellules de veille locales en vue d'assurer un approvisionnement régulier du marché. En somme et comme point d'orgue de ces mesures, le ministère du Commerce anticipe déjà les besoins des citoyens au Ramadan 2025. Avec un programme holistique pour éviter toute pénurie et réguler les prix. Ainsi, la nouvelle loi sur la régulation du marché. Qui vise à offrir des produits de meilleure qualité à des prix maîtrisés aux citoyens, s'apprête à entrer en vigueur. Lors de cette journée, Zitouni a également appelé à "redoubler d'efforts pour renforcer l'efficacité de la production locale, des chaînes d'approvisionnement et de distribution, et encourager la communauté d'affaires et l'innovation, en concrétisation du programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui accorde un intérêt particulier aux questions de sécurité alimentaire étant liée à la préservation du pouvoir d'achat des citoyens, à la promotion de la production locale et à l'approvisionnement régulier et équilibré du marché national".

EL-DJÉÏCH

2025 sera l'année de la poursuite de la marche en avant

L'année 2025 sera pour l'Algérie celle de la poursuite de la marche en avant, tout en ayant conscience de l'ampleur des défis à relever et des menaces auxquelles elle doit faire face pour contrecarrer les plans des ennemis du pays, a affirmé la revue El Djeïch dans son numéro du mois de janvier. "L'année 2024 a vu notre pays enregistrer des progrès significatifs sur la voie du renforcement du projet de renaissance nationale, qui s'est concrétisé sur le terrain par des réalisations sans précédent, à tous les niveaux et dans tous les domaines. Elle laisse place à une nouvelle année 2025 qui, autant nous l'accueillons avec l'espoir, l'ambition et la volonté de poursuivre la marche en avant avec force et détermination, autant nous devons avoir conscience de l'ampleur des défis que nous avons à relever et des menaces auxquelles nous devons faire face pour contrecarrer tous les plans des ennemis de l'Algérie et leurs vaines et désespérées tentatives de la cibler", a souligné la publication dans son éditorial. Sous le titre "Déterminés à mener à terme le projet national", la revue souligne que ces ennemis sont "incommodés" par "les mutations opérées ces dernières années et qui ont conduit vers le parachèvement du processus d'édification d'une Algérie nouvelle et victorieuse, une Algérie prospère, pionnière et acteur incontournable dans son environnement régional et international, ferme sur ses principes et ses positions honorables, souveraine dans ses décisions, forte de son peuple et de ses institutions et sûre, grâce à son Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale". "Il s'agit d'une Algérie qui rejette toute provocation, chantage, tutelle ou soumission à toute partie, quelle que soit sa puissance", a réaffirmé l'éditorial. Pour la publication, "le tableau est très clair et n'exige ni une longue réflexion ni une analyse profonde pour prendre la mesure des intentions malveillantes des ennemis de l'Algérie et de leurs funestes objectifs", faisant observer que "aussi diverses soient leurs méthodes et leur nocivité, ils ne parviendront jamais à réaliser leurs bas et méprisables objectifs car l'Algérie, qui a toujours résisté et est restée forte tout au long de son Histoire riche de gloires et d'héroïsme, ne pliera jamais face aux vents de la conspiration, de la division et au poison de la fitna et ce, grâce à la cohésion des Algériens, à leur harmonie et à leur solidarité", souligne la revue El Djeïch. Elle a ajouté qu'il s'agit "des principes qui demeureront à jamais la lumière qui éclairera la voie des générations successives, qui auront inévitablement conscience, à l'exemple de leurs prédécesseurs, que le secret de la force et de la résistance réside dans l'unité des rangs, la cohésion, la sincérité des intentions et des objectifs dans la poursuite de l'œuvre de consolidation des fondements de l'Etat national".

Synthèse R E.

MONNAIE

Le dollar en hausse après plusieurs données sur l'économie américaine

Le dollar a repris des couleurs mardi, à la suite de publications d'indicateurs économiques rassurants sur l'économie américaine. Vers 20H35 GMT, la devise américaine avançait de 0,43% par rapport à l'euro, à 1,0345 dollar pour un euro, et progressait de 0,62% vis-à-vis de la livre sterling, à 1,2481 dollar pour une livre. Le Dollar Index, qui compare la devise américaine à un panier d'autres grandes monnaies, a aussi gagné du terrain, s'octroyant 0,33%. L'activité dans les services aux Etats-Unis a continué de croître en décembre, sur un rythme plus soutenu qu'en novembre et qu'attendu par les analystes, portée notamment par les mesures prises par les entreprises pour se préparer à une hausse des droits de douane avec Donald Trump. Le nombre d'offres d'emplois pour le mois de novembre a également dépassé le consensus des analystes pour s'établir à 8,1 millions, selon le bureau américain des statistiques (BLS).

ALGÉRIE TÉLÉCOM LANCE MOOHTARIF

L'offre sur-mesure pour les TPE et professions libérales

Algérie Télécom a annoncé le lancement de sa nouvelle offre MOOHTARIF, spécialement conçue pour les très petites entreprises et les professions libérales, indique l'opérateur dans un communiqué. Cette offre allie services de téléphonie fixe et d'internet haut débit adaptés à leurs besoins. Le pack MOOHTARIF est disponible en fonction des technologies des services dans chaque zone de couverture, à savoir ADSL, VDSL et Fibre optique, précise-t-il. Selon l'éligibilité du souscripteur, les tarifs et conditions sont les suivants : « Pour les souscripteurs éligibles aux offres Idoom Fibre : Modem Fibre optique : 14 200 DA avec frais d'installation : 6 000 DA ». Le modem fibre optique et l'installation sont offerts pour toute souscription d'une durée égale ou supérieure à 3 mois ou plus. Pour les souscripteurs éligibles aux offres Idoom ADSL&VDSL : « Modem à la charge du client plus frais d'installation : 2 000 DA ». L'installation est gratuite pour toute souscription d'une durée de 3 mois ou plus. Dans une démarche visant à encourager l'adoption du paiement électronique,

Algérie Télécom propose un avantage supplémentaire pour les clients souscrivant à cette offre, à condition de justifier l'adoption du paiement électronique dans le cadre de leur activité professionnelle. Pour bénéficier de cet avantage, les clients devront présenter une attestation délivrée par Algérie Poste ou une banque affiliée. Les avantages incluent : « Pour les clients IDOOM Fibre : Le modem fibre optique et l'installation sont gratuits, sous réserve de souscrire un mois selon le débit choisi ; Pour les clients Idoom ADSL&VDSL: L'installation est gratuite, sous réserve de souscrire un mois selon le débit choisi ». Avec le lancement de l'offre MOOHTARIF, Algérie Télécom réaffirme son engagement à accompagner les très petites entreprises et les professions libérales en leur fournissant des solutions de connectivité fiables et performantes adaptées à leurs besoins croissants. Cette initiative s'inscrit dans la stratégie de l'entreprise de contribuer activement à la transition numérique des acteurs économiques.

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur | Code | Ouverture | Clôture | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|----------------------------|------|-----------|---------|-------|-----------------|----------------|-------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES | ALL | 420,00 | NC | 0,00 | -0,82 | -1,54 | 8,10 | 7,14 | 0 | 0,00 |
| BIOPHARM | BIO | 2 350,00 | NC | 0,00 | 0,20 | 2,02 | 7,05 | 7,66 | 0 | 0,00 |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE | CPA | 2 250,00 | NC | 0,00 | 0,47 | -1,34 | 11,84 | 5,56 | 0 | 0,00 |
| EGH EL AURASSI | AUR | 400,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -3,72 | 5,06 | - | 0 | 0,00 |
| SAIDAL | SAI | 405,00 | NC | 0,00 | 0,00 | -12,22 | 2,03 | - | 0 | 0,00 |

VACCINATION ANTIGRIPPALE

La campagne se poursuit jusqu'à la fin de la saison hivernale

La campagne de vaccination antigrippale se poursuit jusqu'à la fin de la saison hivernale et cible particulièrement les personnes âgées de plus de 65 ans, les adultes et les enfants atteints de maladies chroniques, ainsi que les femmes enceintes, indique le ministère de la Santé dans un communiqué. "A l'effet de limiter la transmission et de diminuer le risque de complications de la grippe, le ministère de la Santé rappelle que la campagne de vaccination antigrippale 2024-2025 est toujours de rigueur, jusqu'à la fin de la saison hivernale. Elle concerne tout particulièrement les personnes âgées de plus de 65 ans, les malades chroniques adultes et enfants, et les femmes enceintes", précise la même source. Le ministère souligne également que "le dispositif de surveillance de la grippe, mis en

place à travers le réseau sentinelle national, est chargé de suivre la circulation des virus de la grippe saisonnière et qu'en raison des conditions météorologiques, une augmentation de la circulation des virus de la grippe est attendue". En outre, le ministère insiste sur "l'importance des mesures d'hygiène pour limiter la propagation de la grippe, bien que la vaccination demeure la meilleure protection". Parmi ces mesures, il est recommandé de "limiter les contacts avec les personnes malades, se laver régulièrement les mains avec de l'eau et du savon ou d'utiliser une solution hydroalcoolique, se couvrir la bouche et le nez en cas de toux ou d'éternuement et se moucher dans des mouchoirs en papier à usage unique". Par ailleurs, le ministère rappelle que "d'autres virus respiratoires circulent

durant la saison hivernale, tels que le virus respiratoire syncytial (VRS) qui peut provoquer une bronchiolite ou une pneumonie, principalement chez les jeunes enfants". Concernant le virus HMPV (Métagroupevirus humain), identifié pour la première fois en 2001, il "affecte principalement les jeunes enfants et les personnes âgées, bien qu'aucun cas n'ait été détecté en Algérie", note le ministère, précisant que "tous les virus hivernaux peuvent présenter les mêmes symptômes incluant la fièvre, la toux, l'écoulement nasal et la respiration sifflante". "Les mesures préventives contribuent à réduire la propagation de ces virus et à protéger les personnes, en particulier les plus vulnérables", conclut le communiqué.

PALAIS DES EXPOSITIONS SAFEX

Ouverture du 21^e Salon de la femme "Eve 2025"

La 21^e édition du Salon de la femme "Eve 2025", s'est ouverte mardi au Palais des expositions Safex (Pins maritimes) à Alger, avec la participation d'une centaine d'exposants représentant tous les secteurs d'activités relatifs à l'univers de la femme. Différentes activi-

tés féminines occupent plusieurs rayons de ce salon, invitant les visiteurs à découvrir le savoir-faire de la femme algérienne dans le domaine de l'artisanat et celui de la petite industrie, entre autres, à l'image des stands représentant, les produits cosmétiques naturels, parfums, produits naturels Bio, Instituts de beauté, de bien-être et de fitness. D'autres étalages concernent les salons de coiffures et de l'esthétique, bijoux et accessoires, prêt-à-porter, tenues traditionnelles, ainsi que plusieurs autres espaces dédiés aux produits agro-alimentaires, nutrition et hygiène, "Mère-Enfant", électroménagers, décoration intérieure, écoles de formation et associations, entre autre. Abrisant, entre autres activités, une expo-vente qui sera une occasion pour les visiteurs d'échanger avec les exposants autour des festivités

de "Yennayer 2975", le 21^e Salon de la femme, "Eve 2025", a été inauguré par le directeur général du World Trade Center Algiers, Ahmed Tibaoui, qui a rappelé le caractère "opportun" de cet événement "majeur" lequel "affirme le rôle et la présence de la femme dans le secteur économique, à travers les diverses activités, essentiellement en lien avec les métiers de l'artisanat et la petite industrie, qui préservent le patrimoine culturel et perpétuent les traditions ancestrales". Organisé habituellement le mois de mars de chaque année pour coïncider avec la fête de la femme, le salon qui se déroule actuellement du 7 au 12 janvier, avait été décalé de son calendrier habituel car le mois sacré de Ramadhan intervient cette année et les quelques années à venir durant le mois mars, a expliqué M. Sibaoui, coordinateur de l'événement.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 جانفي 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 Janvier 2025

| المنتجات | المنتجات | أسعار التجزئة | | معدل | Prix du détail |
|-------------------|--------------------|---------------|---------|---------|-----------------------|
| | | أعلى | أدنى | | |
| المنتجات | المنتجات | Maximum | Minimum | Moyenne | DA / Kg |
| خضروات طازجة | البطاطا | 88 | 54 | 71 | Pomme de terre |
| | الطماطم | 105 | 76 | 91 | Tomate |
| | البصل الجاف | 56 | 42 | 49 | Oignon sec |
| | الثوم الجاف | 543 | 401 | 472 | Ail sec |
| | الجزر | 80 | 62 | 71 | Carotte |
| | لفت | 85 | 67 | 76 | Navet |
| | فربيون | 83 | 65 | 74 | Choux fleur |
| | الكرفس | 83 | 67 | 75 | Choux |
| | الكوسمة | 206 | 176 | 191 | Courgette |
| | الفاصولياء الخضراء | 307 | 265 | 286 | Haricot vert |
| فواكه طازجة | الخس | 114 | 87 | 100 | Laitue |
| | الكلمونتين | 150 | 111 | 120 | Clémentine |
| | الماندرين | 135 | 112 | 102 | Mandarine |
| | البرتقال | 140 | 90 | 115 | Orange |
| | الليمون | 144 | 108 | 126 | Citron |
| | التفاح المحلي | 515 | 290 | 403 | Pomme locale |
| | التمر | 657 | 389 | 523 | Datte |
| لحوم البقر للحلي | الموز | 471 | 436 | 453 | Banane |
| | لحم البقر للحلي | 1904 | 1636 | 1770 | Viande bovine locale |
| | الدجاج | 390 | 364 | 377 | Poulet de chair |
| | البيض (وحدة) | 20 | 18 | 19 | Œufs (Unité) |
| لحليب البقر (لتر) | لحليب البقر (لتر) | 102 | 92 | 97 | Lait de vache (Litre) |

SONATRACH

Cap sur l'industrie de la pétrochimie

Sonatrach réaffirme son engagement à promouvoir une industrie innovante dans le domaine des engrais et des produits chimiques. Ces secteurs, stratégiques pour la sécurité alimentaire et l'autosuffisance de l'Algérie, occupent une place centrale dans la vision à long terme du groupe. Lors de sa visite à Annaba, le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, a mis en lumière l'ambition du groupe de renforcer ses capacités industrielles, contribuant ainsi aux efforts nationaux pour garantir une alimentation saine et durable à la population algérienne.

Par Mourad A.

Cette déclaration s'inscrit dans le cadre de la visite de Hachichi au complexe Fertial, filiale à 100 % de Sonatrach et composante essentielle du groupe Asmidal. Situé à Annaba, ce complexe pétrochimique est au cœur d'un ambitieux projet de modernisation. Accompagné de sa délégation, M. Hachichi a pris connaissance du projet de réhabilitation du four principal de production d'ammoniac. Cette initiative stratégique vise à accroître les capacités de production tout en respectant les normes de sécurité industrielle les plus rigoureuses. L'objectif de cette modernisation est double : augmenter la production d'engrais tout en renforçant la compétitivité du secteur, essentiel à l'agriculture et à la souveraineté alimentaire du pays. Dans ce contexte, le PDG de Sonatrach a souligné l'importance de cette initiative pour l'avenir de l'Algérie : "Notre pays dispose de ressources naturelles considérables. Si nous les exploitons de manière optimale, nous pouvons atteindre l'autosuffisance dans la production d'engrais et de produits chimiques. Ce processus contribuera non seulement à renforcer la sécurité alimentaire, mais également à soutenir nos agriculteurs", a-t-il affirmé. Il a également

réitéré l'engagement ferme de Sonatrach à soutenir les projets de développement du groupe Asmidal et de ses filiales, avec pour objectif de promouvoir la sécurité alimentaire nationale et de positionner l'Algérie en tant que leader dans l'industrie des engrais et des produits chimiques. Cette stratégie s'inscrit dans une vision à long terme visant à développer une industrie nationale capable de répondre aux besoins internes et de s'imposer sur les marchés internationaux. "Nous souhaitons faire de l'Algérie un acteur majeur dans cette industrie. En mobilisant nos ressources et nos compétences, nous avons la capacité de transformer notre pays en un centre de production et d'exportation d'engrais de qualité", a ajouté Rachid Hachichi. À travers cette démarche, Sonatrach entend non seulement garantir la prospérité économique du pays, mais aussi assurer la sécurité alimentaire pour les générations futures. En somme, l'engagement de Sonatrach est clair : faire de l'Algérie un acteur incontournable dans l'industrie des engrais, contribuant ainsi à l'économie du pays et à la souveraineté alimentaire de ses citoyens. L'Algérie a mis en place des stratégies pour diversifier son économie et réduire sa dépendance aux hydrocarbures. Le secteur

des engrais et des produits chimiques a ainsi été identifié comme un pilier essentiel de cette diversification. Le pays dispose de ressources naturelles abondantes qui, si elles sont exploitées judicieusement, permettront de développer une industrie locale capable de répondre aux besoins internes et d'exporter à l'international. Le développement de cette industrie stratégique est crucial pour soutenir l'agriculture, garantir la sécurité alimentaire, mais aussi dynamiser l'économie nationale, créer des emplois et améliorer la compétitivité des produits algériens sur les marchés mondiaux. Plusieurs projets d'envergure ont déjà été lancés, notamment par le groupe Asmidal et ses filiales, dont Fertial. Ces initiatives jouent un rôle clé dans la modernisation des infrastructures existantes, l'accroissement des capacités de production, l'amélioration de la qualité des produits et le renforcement des normes de sécurité industrielle. L'objectif est de positionner l'Algérie comme un leader régional dans l'industrie des engrais et des produits chimiques. Ainsi, grâce à ces efforts continus, l'Algérie aspire à devenir un acteur incontournable sur le marché mondial, tout en assurant son autonomie en matière de produits chimiques essentiels pour son agriculture.

PROJETS ÉNERGÉTIQUES EN 2025

L'Algérie met les bouchées doubles

Par M. A.

L'Algérie, acteur majeur du marché de l'énergie en Afrique du Nord, s'apprête à franchir un tournant décisif en 2025 avec la réalisation de cinq projets énergétiques stratégiques destinés à renforcer sa position sur le marché mondial de l'énergie. Ces projets, qui touchent aussi bien le secteur du gaz que celui des énergies renouvelables, visent non seulement à diversifier le mix énergétique du pays, mais aussi à réduire sa dépendance au gaz naturel, tout en consolidant ses exportations vers l'Europe, a indiqué la plateforme spécialisée « Attaqa.net ». Le champ gazier de Hassi R'Mel, l'un des plus vastes d'Algérie et du monde, fait l'objet d'un investissement considérable de 2,3 milliards de dollars pour moderniser ses infrastructures et augmenter sa production. Piloté par les entreprises Maire Tecnimont et Baker Hughes, ce projet aura un impact direct sur la capacité de l'Algérie à fournir de l'énergie fiable à l'Europe. Avec une production estimée à 188 millions de mètres cubes de gaz par jour, il garantira un approvisionnement continu en gaz naturel vers des pays comme l'Italie, réduisant ainsi la dépendance européenne à d'autres sources de gaz. Parallèlement, le bassin de Berkine, riche en hydrocarbures, bénéficie d'une expansion significative grâce à un partenariat avec la compagnie russe Gazprom. Ce projet, d'un coût estimé à 4 milliards de dollars, prévoit la construction de nouvelles infrastructures et l'extension du réseau de pro-

duction de gaz avec 24 puits supplémentaires. L'objectif est d'augmenter les réserves d'hydrocarbures extraites, visant plus d'un milliard de barils de pétrole équivalent. Ce développement permettra à l'Algérie de renforcer ses exportations de gaz, notamment vers l'Europe, dont la demande croît, particulièrement après l'arrêt des approvisionnements russes via l'Ukraine. Dans un autre domaine, l'Algérie prévoit de relier son réseau électrique à l'Europe par un câble sous-marin avec l'Italie. La première phase de ce projet, qui débutera en 2025, permettra d'exporter de l'électricité produite à la fois à partir du gaz naturel et des énergies renouvelables. Ce projet s'inscrit dans une stratégie visant à diversifier les sources d'exportation et à établir l'Algérie comme un fournisseur clé pour l'Europe, tout en consolidant la sécurité énergétique de ses voisins méditerranéens.

Cinq projets stratégiques prévus pour 2025

L'Algérie ambitionne également de se positionner en leader de la production et de l'exportation d'hydrogène vert. Le projet "South H2", un pipeline de 3 300 kilomètres, permettra de transporter de l'hydrogène produit à partir des ressources renouvelables du pays (solaire et éolien) vers l'Europe, notamment vers l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne. Prévu pour atteindre sa pleine capacité d'ici 2030, ce projet s'inscrit dans les objectifs climatiques internationaux et ouvre la voie à l'intégration de l'Algérie dans le marché mondial de l'hydrogène

vert, un secteur en forte expansion. Enfin, deux nouvelles centrales électriques à cycle combiné seront construites à Biskra et Bellara pour renforcer la capacité de production nationale. Ces centrales, qui allient turbines à gaz et turbines à vapeur, permettront à l'Algérie de répondre à une demande intérieure croissante, tout en poursuivant ses ambitions d'exportation. Avec une capacité totale de 2 680 MW, elles contribueront à assurer la stabilité du réseau national et à renforcer la position de l'Algérie en tant qu'exportateur d'électricité dans la région. L'ensemble de ces projets s'inscrit dans une vision à long terme de l'Algérie, qui cherche à diversifier son mix énergétique en réduisant sa dépendance au gaz naturel et en développant les énergies renouvelables. Le pays prévoit de produire 15 gigawatts d'énergie renouvelable d'ici 2035, en exploitant principalement l'énergie solaire et éolienne. Par ailleurs, l'Algérie souhaite capitaliser sur sa position géographique stratégique pour devenir un fournisseur clé d'énergie pour l'Europe. Ainsi, en 2025, l'Algérie se prépare à jouer un rôle de plus en plus important sur le marché énergétique international, avec des projets qui renforceront sa compétitivité, sécuriseront ses exportations et garantiront un approvisionnement énergétique durable pour ses partenaires européens. Ces investissements sont essentiels pour l'avenir énergétique du pays et pour atteindre ses objectifs de diversification économique et de développement durable.

BOURSE D'ALGER Le système digitalisé de cotation mis en place en 2025

Le nouveau système de cotation, permettant d'acheter et de vendre directement en ligne les titres cotés à la Bourse d'Alger, sera opérationnel durant l'année en cours, a déclaré mercredi à Alger le directeur général de la Société de gestion de la Bourse des valeurs (SGBV), Yazid Benmouhoub. "Nous sommes actuellement dans la phase finale des essais du système digitalisé de cotation, avec l'ensemble des acteurs concernés, et nous comptons le mettre en service le plus tôt possible. Nous espérons le lancer au cours de cette année", a indiqué M. Benmouhoub sur les ondes de la Radio algérienne. En ce qui concerne le bilan 2024 de la Bourse d'Alger, le responsable a souligné que, depuis la création de la Bourse, l'année précédente a été la plus fructueuse, notamment grâce à l'entrée du CPA, qui a permis à la capitalisation boursière d'augmenter de 72 milliards de DA à 522 milliards de DA, ce qui représente une "énorme" progression de 662%. L'introduction de cette banque en Bourse a également permis à la valeur transigée (les montants échangés sur le marché) d'augmenter de manière "significative", atteignant 2,7 milliards de DA, soit une hausse de 441% sur un an, selon M. Benmouhoub.

KHENCHELA La station d'épuration de Babar mise en service au cours du 1er semestre 2025

La station d'épuration des eaux usées (STEP) en réalisation dans la commune de Babar (sud de Khenchela) sera mise en service "au cours du premier semestre de cette année", a indiqué mercredi le directeur de wilaya des ressources en eau, Djamel Latrèche. A l'heure actuelle le taux d'avancement des travaux de cette STEP est de 82 pour cent et n'attend plus que l'installation des équipements et des appareillages nécessaires à son fonctionnement, en vue de son entrée en service durant la période indiquée, a ajouté le même responsable. M. Latrèche a également indiqué que cette station, lancée en travaux en novembre 2022, dans le cadre du programme complémentaire inscrit à l'indicatif de la wilaya de Khenchela sur décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a nécessité un investissement public de 2,5 milliards de dinars. La STEP, destinée à collecter et à filtrer 6.200 m³ d'eaux usées par jour, contribuera à éliminer les maladies à transmission hydrique, générera des emplois pour les habitants de la région, préservera l'environnement, protégera les alentours du barrage de Babar de la pollution et permettra d'utiliser l'eau épurée pour l'irrigation d'environ 400 hectares de superficies agricoles dans la région, a conclu la même source.

ILLIZI/RECENSEMENT
ÉCONOMIQUE
NATIONAL

Plus de 230 entreprises économiques concernées par la deuxième phase

Plus de 235 entreprises économiques en activités dans la wilaya d'Illizi sont concernées par la deuxième phase du recensement économique national, qui débutera le 19 janvier prochain, ont rapporté mercredi les services de la direction locale du commerce intérieur et de la régulation du marché national. Les entreprises de production qui ont été concernées par cette opération, durant la première phase lancée en mai 2023, ont été d'un nombre global de 165 entités, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Rachid Hamidani. Dans l'objectif d'assurer le succès de la deuxième phase de ce recensement, tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés, dont 15 agents recenseurs répartis en quatre équipes chargées de dénombrer les entités opérant dans les différentes filières de production. Un appel a été lancé aux opérateurs économiques locaux à s'engager dans cette opération pour assurer sa réussite, a-t-il souligné. Pour ce faire, les services du secteur ont élaboré un programme de sensibilisation, qui sera lancé la semaine prochaine ayant pour objectif de sensibiliser les opérateurs économiques de la région sur l'importance du recensement économique national, et la nécessité de coopérer avec les agents recenseurs pour faciliter leur mission. Ce recensement permettra l'élaboration d'une base de données "précise" sur les capacités productives de la wilaya, qui seront incluses dans le fichier nationale des différentes unités de production, ce qui permettra ainsi aux pouvoirs publics d'encadrer les opérations d'importation, outre l'orientation des opérations d'investissement et leur répartition de manière étudiée, selon la même source. Le recensement économique national, supervisé par le ministère du commerce intérieur et de la régulation du marché national en coordination avec les autorités locales et institutions sous tutelle, vise également à répondre à la demande et d'assurer la sécurité alimentaire, a-t-on souligné.

STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER D'EL TARF

Début de la production le 7 février prochain

La production d'eau potable provenant de la station de dessalement d'eau de mer de Kouidiat Eddraouch, dans la commune de Berrihane (El Tarf) débutera "le 7 février prochain", a déclaré, mardi à El Tarf, le Président-directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi.

"Dès le début du mois prochain, 60.000 m3 d'eau dessalée seront quotidiennement produits dans cette station qui atteindra une capacité de production de 300.000 m3/jour lors de la phase finale le 14 mars 2025", a souligné M.Hachichi dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection de cette station de dessalement située à Kouidiat Eddraouch, à 20 km à l'ouest d'El Tarf, et où le d'avancement des travaux a atteint les 92%. Le P-d.g. de Sonatrach a salué les efforts des différentes entreprises et organismes ayant participé à la réalisation de ce projet "important et stratégique" et à son achèvement "quasi-total" dans des brefs délais, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. M. Hachichi a noté que cette visite à Kouidiat Eddraouch "intervient après la mise en service, le 31 décembre 2024, de la centrale électrique alimentant le projet et le démarrage des essais techniques le 1er janvier 2025".

Le même responsable a rappelé l'engagement de Sonatrach à réaliser les cinq stations de dessalement d'eau de mer relevant

d'un programme d'urgence décidé par le président de la République pour approvisionner les populations en eau potable "dans les délais et selon les normes internationales".

"Nous sommes très satisfaits de l'avancement des travaux, d'autant que ces projets sont réalisés par des mains 100% algériennes", a-t-il encore indiqué, soulignant que ces installations "entreront dans la phase des premiers essais de débit de l'eau avant la fin du mois janvier et seront en service avant le mois sacré de Ramadhan". Le P-d.g. de Sonatrach a également révélé que le groupe qu'il dirige s'est vu confier la réalisation de six (6) autres stations de dessalement d'eau de mer, dont les travaux seront entamés aussitôt après l'achèvement et la mise en service des 5 stations en phase d'achèvement sur la bande côtière algérienne.

Le projet de station de dessalement d'eau de mer d'El Tarf, inscrit dans le cadre du plan d'urgence décidé par le président de la République pour les wilayas d'El Tarf, d'Annaba, de Guelma et une partie de la wilaya de Skikda, couvre une superficie de 11 hec-

tares et dispose d'une capacité de production estimée à 300.000 m3/jour, selon les explications techniques fournies sur le site.

La station, en cours de réalisation par la société Algerian Energy Company(AEC), filiale de Sonatrach, alimentera en eau potable plus de 20 communes de la wilaya d'El Tarf avec un volume de 80.000 m3/jour, ce qui éliminera définitivement les perturbations en matière d'alimentation en eau dont souffrent de nombreuses régions de cette wilaya frontalière.

Un quota quotidien de 160.000 m3 sera attribué à la wilaya d'Annaba, tandis que Guelma bénéficiera de 40.000 m3/jour et Skikda de 20.000 m3/jour, a-t-on précisé. L'exploitation de cette usine de dessalement permettra, en outre, de diriger les autres ressources en eau destinées auparavant à ces wilayas pour l'eau potable, afin de renforcer l'irrigation agricole et d'étendre les zones irriguées afin d'augmenter la production agricole, de contribuer à la création de richesses et d'emplois, et de donner une valeur ajoutée à un secteur qui constitue l'une des perspectives de développement économique national, a-t-on expliqué.

SÉTIF

Campagne de sensibilisation en prévision de la 2^e phase du recensement économique national

La direction du commerce et de la régulation du marché national de la wilaya de Sétif vient d'entamer une campagne de sensibilisation des opérateurs économiques locaux en prévision de la 2^e phase du recensement économique national qui débutera le 19 janvier courant, apprend-on mardi auprès de cette direction. Dans une déclaration à l'APS, le directeur local du secteur, Rachid Hamadi a précisé que pour assurer le succès de la 2^e phase du recensement qui durera 21 jours,

280 agents ont été mobilisés pour cette opération de sensibilisation qui précède ce recensement organisé par le ministère du Commerce Intérieur et de la Régulation du marché national en vue de parachever la construction d'une base de données précises et globales sur les activités économiques. Les agents mobilisés pour cette sensibilisation inspecteront dans une démarche anticipée 8.000 produits par autant d'entreprises publiques et privées activant dans la wilaya, selon le même cadre qui a affirmé

que tous les moyens humains et matériels et toutes les procédures ont été mobilisés pour entamer la deuxième phase du recensement économique national. M. Hamadi a invité tous les opérateurs économiques à coopérer à cette opération qui permettra à terme la prise des décisions justes concernant l'économie nationale en matière d'exportation, d'importation et d'approvisionnement du marché national en produits de large consommation, notamment. L'objectif de ce recensement dont la

première phase a été menée en mai 2023 est de satisfaire la demande nationale et d'assurer la sécurité alimentaire, a-t-on précisé. L'opération est menée dans la wilaya de Sétif en coordination avec plusieurs instances sous l'égide du ministère de tutelle dont la chambre du commerce et de l'industrie, le centre national du registre de commerce, le laboratoire de contrôle de la qualité et de répression de la fraude et l'entreprise publique de réalisation et de gestion des marchés de gros.

NÂAMA

Plus de 20.000 hectares pour les cultures stratégiques dans la commune de Kasdir

Une superficie totale de 20.110 hectares dans la commune de Kasdir (wilaya de Naâma) a été consacrée à la réalisation de projets d'investissement agricole dans la culture des céréales, des cultures des oléagineuses et des pommes de terre, a indiqué, mardi, le directeur des services agricoles, Boudjemâa Cherouine, lors de la visite des autorités locales à cette commune. Cette superficie est répartie entre les périmètres de Harmel 1 et 2, chacun d'une superficie de 10.000 hectares destinés à la culture du blé dur, de l'orge, des plantes oléagineuses, du tournesol, du maïs, des pommes de terre et des semences, avec

unesuperficie allant de 500 à 1.000 hectares pour chaque investisseur. Dans le périmètre de Rachidia, dans la même commune, 110 hectares ont été attribués pour la culture des céréales, des plantes oléagineuses et des pommes de terre, et ont été confiés à l'entreprise publique nationale "Sahel Mitidja", a précisé M. Cherouine. Le même responsable a indiqué que la direction des services agricoles a délimité un terrain au niveau de trois autres périmètres, d'une superficie totale de 7.176 hectares, destinés à l'investissement agricole dans le cadre des concessions, conformément au décret exécutif 21-432

modifié et complété, qui définit les conditions et modalités d'attribution des terres relevant des propriétés privées de l'Etat pour l'assainissement dans le cadre des concessions. Le wali de Naâma, Lounes Bouzagza, a affirmé lors du lancement des projets d'investissement agricole dans le périmètre de Rachidia que la somme de 4 milliards de dinars a été allouée pour financer les opérations d'accompagnement des investisseurs ayant obtenu des contrats de concession pour l'exploitation des superficies attribuées à l'investissement dans les cultures stratégiques dans la wilaya de Naâma, incluant le raccordement

au réseau électrique, l'aménagement des voies d'accès, la délivrance de permis pour la réalisation de puits et l'équipement des bassins d'irrigation. Le même responsable a également annoncé que le groupe Sonatrach, à travers sa filiale spécialisée dans les secteurs agricole et alimentaire, participera prochainement, dans le cadre du programme national de développement agricole des régions du sud et des hauts plateaux, à la réalisation de projets agricoles dans la wilaya, à travers des investissements dans divers domaines d'activité agricole, ainsi que dans l'élevage du bétail.

LE SCANDALEUX CADEAU DE L'ESTABLISHMENT AMÉRICAIN
AUX GEANTS PÉTROLIERS ET GAZIERSLa «réforme» des permis
d'exploitation

Cet été, un projet de loi bipartisan porté par les sénateurs Joe Manchin (Démocrate-Virginie-Occidentale) et John Barrasso (Républicain-Wyoming) et destiné à accélérer l'octroi de permis relatifs à des infrastructures énergétiques a été approuvé par la commission sénatoriale de l'énergie et des ressources naturelles. Un projet de loi similaire est en cours d'examen par la commission des ressources naturelles de la Chambre des représentants.

Basav Sen (*)

Il semble que le chef de la majorité sénatoriale, Chuck Schumer (Démocrate-New York), souhaite que le projet de loi Manchin-Barrasso soit soumis au vote lors de la session du « canard boiteux » [La session du canard boiteux est une séance de la Chambre des représentants ou du Sénat qui a lieu après les élections de novembre et avant que le nouveau Congrès ne commence, NdT] avant le mois de janvier. Une version de la « réforme des permis » pourrait être adoptée prochainement et devenir une loi. Les sénateurs Manchin et Barrasso, l'American Petroleum Institute et d'autres partisans de ces projets de loi affirment que le pays traverse une crise en matière de disponibilité, d'accessibilité et de fiabilité de l'énergie. Ils imputent cette crise aux procédures restrictives d'autorisation des infrastructures énergétiques. Mais rien de tout cela n'est vrai. Les États-Unis sont un exportateur net de pétrole brut et de ses dérivés, ainsi que de gaz naturel. Nous produisons plus de combustibles fossiles qu'il n'en faut pour répondre à la demande intérieure. Par ailleurs, nous produisons chaque mois suffisamment d'électricité pour répondre à la demande intérieure. Notre réseau électrique est très fiable, avec des interruptions de service courtes et peu fréquentes, principalement dues à des problèmes de lignes de distribution (comme des lignes électriques tombées lors d'une tempête). Même en cas de crise de l'approvisionnement en énergie, l'insuffisance de la capacité de production n'en est pas la cause. Pendant l'hiver 2021, et la grande crise énergétique qui a frappé le Texas [sous l'effet de trois tempêtes de neige, une énorme coupure d'électricité a frappé le Texas, en coupant l'électricité d'environ 4,5 millions de foyers et d'entreprises, NdT], toutes les installations de production, quelles qu'elles soient, ont eu du mal à produire suffisamment d'électricité, et l'ajout de capacités supplémentaires n'aurait rien changé. La trop grande dépendance du réseau texan au gaz naturel, en particulier, l'a rendu plus vulnérable aux ruptures d'approvisionnement en gaz en raison de températures glaciales – et son isolement par rapport au reste du réseau américain a compliqué la tâche du Texas pour ce qui est d'importer de l'électricité à partir des États voisins. Pire encore, les profits réalisés par les entreprises en créant une pénurie artificielle pour faire grimper le prix du gaz naturel pourraient avoir joué un rôle. La panne de l'été 2024 pendant l'ouragan Beryl a été causée par la chute de lignes électriques, aggravée par l'incapacité des services publics du Texas à renforcer la résilience de leurs infrastructures de distribution face au changement climatique.

De nouvelles infrastructures de production ou de distribution n'auraient pas permis d'éviter cette panne. Les États-Unis sont un exportateur net de pétrole brut et de ses dérivés, ainsi que de gaz naturel. Nous produisons plus de combustibles fossiles qu'il n'en faut pour répondre à la demande intérieure. Les Américains sont certes confrontés à des problèmes d'accessibilité à l'énergie, mais aucun de ceux-ci n'est lié à la délivrance de permis pour des infrastructures énergétiques. Les prix du pétrole brut ont grimpé durant l'été 2022, lorsque plusieurs facteurs, notamment la collusion et les ententes sur les prix entre certains acteurs du secteur ainsi que des perturbations au niveau de l'approvisionnement causées par la guerre entre la Russie et l'Ukraine, ont entraîné une flambée des prix. Le manque d'infrastructures de production et de raffinage n'était pas en cause. Les prix du gaz naturel ont connu des tendances similaires, sous l'effet de certains des mêmes facteurs. En fait, en développant les exportations de gaz naturel liquéfié, le projet de loi du Sénat pourrait même faire augmenter les prix intérieurs du gaz naturel, ce qui alourdirait les factures des services publics.

Greenwashing et développement des combustibles fossiles

En plus de donner le feu vert à une plus grande exploitation des combustibles fossiles, certains partisans de la « réforme des permis » affirment également que l'affaiblissement des normes environnementales faciliterait la mise en place rapide d'énergies renouvelables et de lignes de transport pour ces dernières. Plusieurs études ont identifié les principaux obstacles au développement des énergies renouvelables. L'un d'entre eux est le temps d'attente pour que les projets de production soient connectés au réseau électrique, ce que l'on appelle la file d'attente d'interconnexion. En 2022, il y avait environ 2 000 gigawatts de capacité dans la file d'attente d'interconnexion, dont 95 % provenaient de projets éoliens, solaires et de stockage. Ce sont les retards bureaucratiques des opérateurs de réseaux et des services publics, et non la réglementation environnementale qui sont en cause. Le manque de personnel et de moyens des agences chargées de délivrer les permis constitue un autre obstacle majeur. Pourtant, plus de 95 % des projets d'énergie renouvelable font déjà l'objet d'une procédure fédérale d'examen environnemental simplifiée, ou ne font l'objet d'aucun examen, parce qu'ils ne sont généralement ni polluants ni controversés. Il n'y a tout simplement aucune preuve crédible que les lois environnementales restrictives entraîneraient des retards dans la mise en

service des énergies renouvelables. De même, dire qu'il faut développer massivement les réseaux de distribution pour faciliter l'expansion des énergies renouvelables est exagéré. Le potentiel d'expansion des énergies renouvelables réparties dans les grands centres de demande d'électricité ou à proximité de ceux-ci est énorme. Les partisans du projet de loi du Sénat s'appuient sur des modélisations prétendant que les bénéfices des énergies renouvelables et de l'extension des réseaux de distributions l'emportent sur l'augmentation des émissions due à l'accélération des procédures d'autorisation pour les projets d'exploitation des combustibles fossiles et à la multiplication des concessions de combustibles fossiles sur les terrains et les eaux du domaine public. Cependant, la modélisation est déficiente. En s'appuyant sur les données officielles du gouvernement, elle sous-estime les émissions de méthane provenant des forages pétroliers et gaziers et des transports, comme l'ont montré de nombreuses études évaluées par des pairs. Il s'agit d'une grave lacune, dans la mesure où le méthane est un polluant climatique de courte durée mais puissant : 81 fois plus puissant que le dioxyde de carbone sur une période de 20 ans et 28 fois plus puissant sur une période de 100 ans. En outre, la modélisation repose sur des hypothèses non fondées quant aux avantages pour le climat des exportations américaines de gaz naturel liquéfié, qui remplaceraient le charbon dans les pays importateurs. Il est prouvé que les émissions de gaz à effet de serre du gaz naturel liquéfié tout au long de son cycle de vie, y compris les fuites de méthane et les émissions provenant du processus de liquéfaction, sont en fait pires que les émissions provenant du charbon – et que les dommages climatiques causés par les exportations de gaz naturel liquéfié l'emportent sur les avantages économiques éventuels.

Le lobbying des énergies fossiles

L'incitation à construire de nouvelles infrastructures pour les combustibles fossiles va à l'encontre de la science. Tous les organismes internationaux fiables spécialisés dans ce domaine, dont le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), l'Agence internationale de l'énergie et le Programme des Nations unies pour l'environnement, reconnaissent la nécessité d'arrêter de construire de nouvelles infrastructures liées aux combustibles fossiles. Elle va également à l'encontre de la justice. Les communautés autochtones, noires, brunes et blanches pauvres supportent depuis longtemps le poids de la pollution de l'air et de l'eau causée par l'industrie des combustibles fossiles aux États-Unis et les conséquences qui en découlent pour

la santé. Il serait scandaleux d'alourdir ce fardeau. Il n'y a aucune raison de faciliter l'octroi de permis pour les combustibles fossiles en même temps que pour les énergies renouvelables. Le concert de voix de l'establishment qui pousse à la « réforme des permis » sans prendre en compte les éléments de preuve peut être en partie attribué à un phénomène de groupe. Mais certains d'entre eux sont peut-être tout simplement de mauvaise foi. L'American Petroleum Institute soutient le projet de loi Manchin-Barrasso, ce qui devrait vous dire tout ce que vous avez besoin de savoir sur les personnes qui sont à l'origine de cette initiative. Le sénateur Joe Manchin a reçu plus d'argent de la part de l'industrie pétrolière et gazière que n'importe quel autre membre du Sénat ou de la Chambre des représentants pendant des années – et il est propriétaire d'une entreprise de charbon. Le sénateur John Barrasso est le troisième membre du Congrès à avoir reçu le plus d'argent de l'industrie pétrolière et gazière au cours du mandat électoral actuel. Le représentant Bruce Westerman, principal auteur du projet de loi de la Chambre des représentants, a reçu plus de 300 000 dollars de la part de l'industrie pétrolière et gazière pour sa campagne électorale, ce qui fait de celle-ci son principal contributeur. En d'autres termes, les principaux partisans de la réforme des permis ont soit un intérêt commercial dans cette réforme, soit ont été soudoyés. Si le Congrès veut élaborer des politiques dans l'intérêt du public, en s'appuyant sur les meilleures données disponibles, il doit faire marche arrière. Il doit adopter une législation interdisant la construction de nouvelles infrastructures pour les combustibles fossiles et demander à la Commission fédérale de régulation de l'énergie de réformer les procédures d'interconnexion afin de résorber le retard accumulé dans la connexion des énergies renouvelables au réseau. Au lieu de vider de sa substance la loi sur la politique environnementale nationale (National Environmental Policy Act) et d'autres lois environnementales au profit de projets énergétiques polluants, ils devraient adopter une législation qui permette aux agences chargées de délivrer les permis d'embaucher davantage de personnel disposant de l'expertise nécessaire, et qui exige davantage de transparence et d'engagement de la part de la communauté. Il existe déjà un projet de loi qui va exactement dans ce sens. La tâche de ceux qui se préoccupent du climat est d'obliger le Congrès à le faire.

(*) Dirige le projet de politique climatique à l'Institut d'études politiques.

Source : Truthout

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

Les déchets comme solution aux défis énergétiques

La Tunisie fait face depuis plusieurs années à des défis énergétiques récurrents marqués notamment par une dépendance aux importations de combustibles fossiles dans un contexte de baisse de la production des blocs pétroliers exploités par ETAP, la compagnie nationale des hydrocarbures.

En Tunisie, le président Kaïs Saïed (photo) est favorable à la valorisation des déchets comme solution pour produire de l'énergie. Il l'a notamment fait savoir lors d'une rencontre qu'il a eue mardi 7 janvier avec Kamel Madouri, le chef du gouvernement. Le dirigeant voit dans cette option, un moyen pour la Tunisie de préserver son environnement en offrant au pays l'opportunité de faire face aux défis énergétiques qu'elle rencontre depuis plusieurs années en raison de la baisse de la production de pétrole et de gaz.

L'opinion du chef de l'État intervient dans un contexte où les techniques et modalités de gestion des déchets, dont l'enfouissement, atteignent leurs limites, et appellent à des alternatives à la fois viables d'un point de vue économique et efficaces sur le plan environnemental.

Mais la concrétisation d'une telle ambition pose question. Elle concerne notamment la capacité de la Tunisie à financer une telle initiative alors qu'elle rencontre des difficultés à attirer des investissements pour soutenir son secteur pétrolier, par exemple.

Aucun détail n'a pour le moment été fourni quant aux capacités de l'État à financer un tel projet. Des questions se posent également en ce qui concerne la viabilité économique de la technologie qui nécessite la mise en place de fours à pyrolyse.

Il faut savoir que des initiatives de production d'énergie à partir de déchets sont appliquées par exemple au Cameroun avec la compagnie Iso-Tech Sarl qui traite des déchets plastiques pour produire du carburant.

Selon des données du ministère tunisien de l'Environnement, le pays génère 2,8 millions de tonnes de déchets avec 4 à 7 % des déchets ménagers qui sont recyclés.

DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE DU CONTENU

Dubai accueille la troisième édition du Sommet du Milliard de Suiveurs

Sous le haut patronage de Son Altesse Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, Vice-Président et Premier ministre des Émirats arabes unis et Souverain de Dubaï, la troisième édition du Sommet du Milliard de Suiveurs 2025 (1 billion followers) débutera le 11 janvier.

Ce sommet unique en son genre, axé sur l'économie de la création de contenu, se tiendra sur trois jours dans des lieux emblématiques tels que les Tours Émirats, le Centre financier international de Dubaï et le Musée du Futur. Organisé sous le thème "Le contenu porteur de sens", l'événement est le plus grand au monde dans ce domaine.

Son Excellence Mohammed bin Abdullah Al Gergawi, ministre des Affaires du Cabinet, a souligné que ce sommet reflète la vision de Son Altesse Cheikh Mohamed bin Zayed Al Nahyan, Président des Émirats arabes unis, et de Son Altesse Cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, visant à renforcer le rôle des Émirats comme moteur de l'économie créative et à exploiter les opportunités offertes par les nouveaux médias.

Plus de 15 000 créateurs et 420 intervenants de renom

Cette édition rassemblera plus de 15 000 créateurs de contenu et 420 intervenants parmi les influenceurs, experts et dirigeants mondiaux. Elle proposera des discussions interactives, ateliers et conférences, mettant l'accent sur trois axes principaux : l'économie, le contenu et la technologie.

Un des temps forts du sommet sera

le lancement de la plus grande récompense mondiale pour les créateurs de contenu porteur de sens, avec une dotation d'un million de dollars. Ce prix vise à encourager les idées inspirantes et les initiatives qui impactent positivement les communautés et renforcent les valeurs humaines universelles.

Développement de l'économie du contenu

Le ministre Al Gergawi a annoncé plusieurs initiatives stratégiques, dont la création d'un fonds de 150 millions AED pour soutenir les investissements dans la création de contenu aux Émirats. Il a également mentionné l'ouverture prochaine d'un centre dédié aux influenceurs, conçu pour faciliter leur installation et soutenir leurs activités.

Le sommet accueillera également le programme Investment with Content Creators (Investir avec les créateurs de contenu), soutenu par un fonds de 50 millions AED. Ce programme, en partenariat avec la société d'investissement "Shorooq", vise à financer et encadrer les idées novatrices des startups et des individus dans le domaine du contenu.

Un espace pour les grandes plateformes et les échanges d'idées

Les principales plateformes de médias sociaux, telles que Snapchat, YouTube, TikTok, LinkedIn, Meta (Facebook, Instagram, WhatsApp), et X (anciennement Twitter), participeront au sommet. Les discussions porteront sur l'avenir de la création de contenu, la protection de la propriété intellectuelle et l'utilisation de technologies comme l'intelligence artificielle pour améliorer l'impact et la portée du contenu.

Le sommet mettra également en lumière les finalistes du concours mondial, qui a reçu plus de 16 000 candidatures provenant de 190 pays. Les gagnants seront dévoilés le 13 janvier.

Un catalyseur pour l'innovation et le progrès

Le Sommet du Milliard de Suiveurs se distingue comme une plateforme pionnière, offrant des opportunités de collaboration et de croissance dans un secteur en pleine expansion, estimé à 250 milliards de dollars à l'échelle mondiale. Par son ampleur et sa vision, cet événement consolide la position des Émirats arabes unis en tant que hub mondial de l'innovation dans les médias numériques et la création de contenu.

EGYPTE

Sur la voie du rétablissement

Les indicateurs macroéconomiques de l'Égypte s'améliorent, en grande partie grâce au dynamisme du secteur industriel. C'est ce qu'a affirmé le dernier communiqué publié par le ministère de la Planification, du Développement économique et de la Coopération internationale. Le taux de croissance du PIB a connu une nette amélioration au premier trimestre de l'année fiscale 2024-2025, atteignant 3,5 % contre 2,7 % à la même période en 2023-2024. « Cette performance est essentiellement due au secteur manufacturier non pétrolier, qui a enregistré une croissance moyenne de 6 % au premier trimestre contre une contraction de 7,7 % au cours de la même période de l'exercice précédent », indique le communiqué.

Pour Rania Al-Mashat, ministre de la Planification, cette progression s'inscrit dans la stratégie de l'État visant à diversifier la structure économique pour accélérer le développement.

Parmi les secteurs performants figurent les télécommunications et technologies de l'information (+12,2 %), l'hôtellerie (+8,2 %), l'électricité (+7,4 %), les services sociaux (éducation et santé, +4,5 %) et l'agriculture (+2,65 %).

Mohamed Shadi, analyste économique au Centre égyptien de la pensée et des études stratégiques, estime que l'économie est en voie de rétablissement. « Nous sommes revenus à une trajectoire de croissance normale, libérés des problèmes structurels. Cela est dû à des facteurs externes comme la baisse des taux d'intérêt et des prix mondiaux, qui ont amélioré le déficit de la balance commerciale et stimulé les transferts de fonds des expatriés égyptiens. Surtout la flexibilité du taux de change a mis fin au marché parallèle », explique-t-il.

Le secteur privé, moteur de croissance

Les perspectives positives s'expliquent également par les efforts constants du gouvernement pour promouvoir une croissance axée sur le secteur privé. Il a mis en oeuvre des politiques monétaires et budgétaires plus adaptées pour soutenir la reprise économique. Rania Al-Mashat a ainsi déclaré que les mesures prudentes du gouvernement pour stimuler le secteur privé devraient porter la croissance du PIB à 4 % pour l'exercice 2024-2025, un objectif en ligne avec les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), tablant sur 4,1 %.

Les investissements privés ont progressé de 30 %, atteignant 133,1 milliards de L.E. au premier trimestre de 2024-2025, contre 102,3 milliards de L.E. l'année précédente. En revanche, les investissements publics ont chuté de 60,5 %, totalisant 57 milliards de L.E. contre 144,4 milliards au même trimestre en 2023-2024.

La ministre a souligné l'objectif du

gouvernement d'accroître la part des investissements privés à 50 % des investissements totaux d'ici la fin de l'année fiscale 2024-2025.

Cela s'inscrit dans le cadre du Document de la propriété privée, du Programme national de réformes structurelles et de la Vision Égypte 2030, qui visent à faire du secteur privé un moteur-clé de la croissance économique. Selon Mohamed Shadi, le gouvernement a pris plusieurs mesures pour dynamiser le secteur privé. Parmi celles-ci, le nouveau système fiscal a attiré l'attention des investisseurs, tout comme les récentes initiatives de dialogue entre le gouvernement et les acteurs économiques.

Le premier ministre, Mostafa Madbouly, a annoncé la création de conseils consultatifs regroupant des hommes d'affaires et des représentants des secteurs privé et industriel pour accélérer les réformes.

POUR RÉDUIRE LE COÛT DE SES FINANCEMENTS PUBLICS

Le Gabon rejoindra l'ATIDI

Avec cette adhésion, Libreville espère s'appuyer sur les garanties offertes par l'agence pour couvrir les risques commerciaux et politiques liés aux investissements, ce qui devrait favoriser l'accès à des financements à des conditions plus avantageuses.

Lors du Conseil des ministres du lundi 6 janvier 2025, le gouvernement gabonais a été autorisé à ratifier l'accord établissant l'African Trade and Investment Development Insurance (ATIDI), apprend-on dans un communiqué. Créée en 2001 par un groupe d'Etats africains, l'ATIDI (anciennement Agence pour l'Assurance du Commerce en Afrique - ACA) est une institution panafricaine spécialisée dans la couverture des risques commerciaux et politiques liés aux investissements sur le continent. Avec une notation A3 avec perspectives positives par Moody's, l'organisation propose aux investisseurs et prêteurs une assurance contre des risques tels que l'instabilité politique, les expropriations ou encore les défauts de paiement. Cette adhésion du Gabon permettra de réduire les coûts d'emprunt liés au financement public, selon les autorités. Elle intervient dans un contexte où le pays cherche à diversifier son économie, encore largement dépendante des hydrocarbures. Grâce aux garanties de l'ATIDI, Libreville espère non seulement attirer des investissements étrangers, mais aussi dy-



namiser ses échanges commerciaux. Cette « institution panafricaine offre des garanties au bénéfice d'investisseurs désireux d'investir en Afrique permettant ainsi à des gouvernements et entreprises publiques et privées d'accéder à des financements moins coûteux. La finalisation du processus d'adhésion du Gabon à l'ATIDI pourrait avoir un réel impact sur le coût de financement du secteur public », explique le gouvernement gabonais. Depuis sa création, l'ATIDI a couvert des

investissements et transactions commerciales pour un montant total de 85 milliards de dollars, selon la Banque africaine de développement (BAD), son actionnaire. Ces garanties ont soutenu des projets structurants dans des secteurs clés comme les infrastructures, l'énergie et le commerce transfrontalier. Cette institution panafricaine compte aujourd'hui une vingtaine de membres, dont le Cameroun, le Togo, le Bénin, et le Niger.

CAMEROUN

La SFI accorde 60 millions \$ à Afriland First Bank

Au Cameroun comme dans la plupart des pays africains, le faible effectif d'entreprises qui parviennent à obtenir des crédits est souvent confronté à des taux d'intérêt prohibitifs, pouvant atteindre jusqu'à 15%. Le financement de la SFI soutenu par l'IDA cherche à atténuer ce coût élevé du crédit, surtout pour les femmes. La Société financière internationale (SFI), branche du Groupe de la Banque mondiale dédiée au secteur privé, a validé le jeudi 2 janvier 2025 un financement de 60 millions de dollars, libellé en euro, en faveur d'Afriland First Bank, première banque du Cameroun. 20 millions \$ proviennent directement de la SFI, tandis que les 40 millions \$ restants seront mobilisés auprès d'autres prêteurs inter-

nationaux. Le prêt, libellé en euro, s'étalera sur une période de 5 ans, assorti d'une période de grâce de 12 mois, une bouffée d'air frais à Afriland First Bank pour financer son portefeuille de crédits à long terme. L'objectif : augmenter les financements accordés aux PME camerounaises, avec au moins 25% des prêts destinés à des entreprises détenues par des femmes. Dans un contexte économique où ces structures peinent à trouver des financements adaptés, ce soutien pourrait ouvrir de nouvelles perspectives. Pour réduire les risques liés à l'opération, le projet bénéficie d'une garantie collective de première perte allant jusqu'à 3 millions de dollars, fournie par l'Asso-

ciation internationale de développement (IDA) via sa fenêtre du secteur privé (PSW). Cette garantie, administrée par la SFI, cherche à atténuer les risques dans un environnement économique complexe et à rendre l'investissement attractif pour les prêteurs. Selon la SFI, le niveau de concessionnalité du projet, c'est-à-dire la réduction des coûts pour les bénéficiaires, est estimé à 6,6%, un avantage pour les PME ciblées. Avec un réseau de 85 agences sur l'ensemble du territoire camerounais et une base de plus de 650 000 clients, Afriland First Bank est un acteur de premier plan du secteur bancaire local. Au 31 janvier 2023, elle avait franchi la barre symbolique des 1000 milliards FCFA d'encours de

crédits, avec 21,7% du marché du crédit bancaire au Cameroun et un total actif estimé à près de 2000 milliards FCFA. La banque, qui se concentre historiquement sur les PME et l'entrepreneuriat, est majoritairement détenue par Afriland First Group (73,86%) de l'homme d'affaires camerounais, Paul Fokam, une société de holding basée à Genève. Les autres actionnaires incluent David Tiofo, homme d'affaires camerounais (7%) et plusieurs investisseurs individuels possédant chacun moins de 5% du capital. Au Cameroun, les PME, qui représentent environ 90% du tissu économique camerounais, restent confrontées à des difficultés chroniques pour accéder aux financements.

BURKINA FASO

24 millions \$ au profit de l'agriculture en 2025

Au Burkina Faso, comme dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne où l'agriculture est principalement pluviale, la vulnérabilité de l'appareil productif aux aléas climatiques est un défi. Le gouvernement peut compter sur des initiatives régionales pour améliorer la résilience des agriculteurs. Au Burkina Faso, le Comité de pilotage du Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA-BF) a l'intention de déboursier plus de 15 milliards de francs

CFA (23,6 millions \$) pour la réalisation de ses activités dans le pays en 2025. L'annonce a été faite dans un communiqué publié le dimanche 5 janvier sur la page Facebook du ministère de l'Agriculture. D'après Moussa Zida, président du comité de pilotage du PRSA-BF, cette enveloppe sera pour l'essentiel consacrée à la réalisation de projets axés sur les aménagements des périmètres irrigués, l'aménagement des bas-fonds, des jardins maraîchers ainsi que la construction des infrastructures de

stockage. Cette initiative devrait contribuer à accélérer le développement de l'irrigation agricole au Burkina Faso. Selon les données officielles, le pays dispose d'un potentiel d'environ 500 000 hectares de bas-fonds et de plus de 233 500 hectares de terres irrigables pouvant servir à la culture du riz. Sur ce total, la FAO rapporte que seulement 10 % des bas-fonds et moins de 5 % des superficies irrigables sont mises en valeur. M. Zida souligne également que le PRSA-BF s'aligne sur les ambitions de

l'« Offensive agropastorale et halieutique 2023-2025 », programme de développement agricole phare du gouvernement. Il convient de noter que le gouvernement burkinabé a approuvé pour 2025 une augmentation de 5 % du budget dédié au développement rural. Pour rappel, le Programme de résilience du système alimentaire en Afrique de l'Ouest (PRSA) a été lancé en 2022 par la CEDEAO avec l'appui financier de plusieurs partenaires, parmi lesquels la Banque Mondiale joue un rôle majeur.

UEMOA

Le taux d'inflation recule à 2,5% en novembre 2024

L'inflation a connu une baisse au Burkina Faso, au Bénin, au Niger, en Côte d'Ivoire, au Togo et au Mali. Cependant, elle s'est accélérée en Guinée-Bissau et est restée stable au Sénégal.

Le taux d'inflation a reculé de 0,9 point de pourcentage, passant de 3,4% en octobre à 2,5% en novembre 2024 au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), baissant ainsi pour la deuxième fois consécutive depuis le taux de 3,6% enregistré en septembre. C'est ce qu'indique le bulletin mensuel des statistiques de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Selon l'organisation, la baisse de l'inflation s'explique surtout par la diminution des prix des produits alimentaires, dont l'impact global sur l'inflation est passé de 2,1 points de pourcentage en octobre 2024 à 1,5 point en novembre 2024. « Cette évolution est également portée par le ralentissement relevé dans la progression de la composante "logement" (+2,9% contre +3,2% en octobre) », lit-on dans le document.

Par ailleurs, l'inflation sous-jacente, excluant les prix des produits frais et de l'énergie, a également baissé, passant de 2,3% en octobre à 1,8% en novembre 2024, relève la BCEAO.

Une baisse de l'inflation a été constatée dans six pays de la zone, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger et le Togo, contrairement à la Guinée-Bissau où elle a augmenté et au Sénégal où elle est restée stable. Le taux d'inflation retrouve ainsi la fourchette cible de 1% à 3% définie par la BCEAO, après sept mois consécutifs au-delà de l'objectif fixé. Pour l'ensemble de l'année 2024, l'inflation moyenne est projetée à 3,6% contre 3,7% pour 2023. Toutefois, les prévisions pour 2025 sont à la hausse, selon la BCEAO, en raison de l'insécurité dans certains pays, des mauvaises conditions climatiques affectant l'agriculture, et des tensions géopolitiques et commerciales.

POINT-MARCHÉS

L'Europe attendue en baisse, la trajectoire économique US interroge

Les principales Bourses européennes sont attendues en baisse mercredi à l'ouverture, les dernières données américaines suggérant que le taux directeur restera élevé aux Etats-Unis. Les contrats à terme suggèrent une ouverture en recul de 0,29% pour le CAC 40 parisien, contre 0,08% pour le FTSE à Londres, 0,34% pour le Dax à Francfort, et 0,36% pour le Stoxx 600.

Le nombre d'emplois disponibles (JOLTS) a surpris à la hausse mardi, illustration de la résistance du marché du travail américain aux hausses de taux et qui écarte les inquiétudes sur l'emploi, le second mandat de la Réserve fédérale (Fed). L'indicateur ISM des services publié mardi a également surpris à la hausse, la composante prix de l'ISM rebondissant à son niveau le plus élevé depuis février 2023. Or, un recul plus marqué de l'inflation vers sa cible est la condition de nouvelles baisses de taux, avait prévenu la Fed en décembre: ces chiffres et la stagnation de l'inflation PCE sous-jacente depuis deux trimestres

éloigne donc la perspective d'un nouvel assouplissement aux Etats-Unis. "La réaction baissière des indices américains dans la foulée de la publication de ces chiffres montre que le sentiment 'good news is bad news' a fait son retour et que le marché 'préfère' s'inquiéter de l'absence de nouvelles baisses de taux plutôt que de saluer les bons chiffres", commente Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés chez IG France.

De nombreux indicateurs, dont les chiffres des inscriptions hebdomadaires au chômage et les créations d'emploi par le privé ADP, sont attendus mercredi. Vendredi sera publié le rapport mensuel

sur l'emploi du département du Travail, qui donnera une vision plus complète de l'offre et de la demande en main d'oeuvre en décembre.

A WALL STREET

La Bourse de New York a fini en baisse mardi après la publication de données économiques solides venant alimenter les craintes qu'un rebond de l'inflation puisse pousser la Réserve fédérale américaine (Fed) à ralentir le rythme de son assouplissement monétaire.

L'indice Dow Jones a cédé 0,42%, ou 178,20 points, à 42.528,36 points.

Le S&P-500, plus large, a perdu 66,35 points, soit 1,11%, à 5.909,03 points.

Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 375,30 points (1,89%) à 19.489,68 points.

Alors qu'ils avaient initialement enregistré

des gains en début de séance, les principaux indices de Wall Street ont basculé après la publication d'un rapport du département américain du Travail montrant une hausse plus importante que prévu du nombre d'offres d'emploi en novembre.

EN ASIE

La Bourse de Tokyo a terminé en baisse, les investisseurs réévaluant la trajectoire des taux de la Fed. L'indice Nikkei a perdu 0,26% à 39.981,06 points. Le Topix, plus large, a cédé 0,59% à 2.770,00 points. Advantest a pris 2,97% et Tokyo Electron 1,46%.

Les incertitudes économiques et géopolitiques ont pesé sur les indices chinois.

L'indice hongkongais Hang Seng décline de 0,91%, le SSE Composite de Shanghai a grignoté 0,02%, le CSI 300 a décliné de 0,18%.

BOURSE ZURICH

le SMI démarre la journée à l'équilibre

La Bourse suisse était à l'équilibre mardi matin en début de séance, après avoir clôturé la veille sur une note nettement positive. Les investisseurs tournaient leurs regards vers les Minutes de la Fed. La Bourse de New York a terminé en forte baisse mardi, crispée par la remontée des taux obligataires et par le déclin de certaines capitalisations géantes du secteur technologique. "Le rendement du 10 ans américain par exemple se rapproche 'dangereusement' des 5% et de ses niveaux de 2007", mettait en exergue John Plassard de Mirabaud Banque dans son commentaire boursier journalier.

Les économistes de la banque Raiffeisen relevaient qu'en raison de cette situation, "sur le marché à terme des taux d'intérêt, on ne prévoit même plus deux baisses des taux d'intérêt par la Fed cette année". "Une baisse en mai n'est plus qu'un jeu de pile ou face, et beaucoup pensent que la Fed pourrait attendre juin pour annoncer sa prochaine baisse de taux", disait de son côté l'experte de Swissquote, Ipek Ozkardeskaya.

"Les prix ISM non manufacturiers aux Etats-Unis ont augmenté à 64,40 points en décembre, contre 58,20 points en novembre 2024. C'est le plus haut niveau depuis février 2023, ce qui pourrait 'savonner la planche' avant l'arrivée de Donald Trump au pouvoir dans moins de deux semaines", faisait également remarquer M. Plassard.

Du côté des premières informations macroéconomiques du jour, les commandes industrielles allemandes ont de nouveau reculé entre octobre et novembre, de 5,4%, confirmant les déboires de ce secteur crucial pour la première économie européenne. Les investisseurs se pencheront encore en soirée sur les Minutes de la réunion monétaire de la Fed.

Vers 09h05 à la Bourse suisse, le Swiss Market Index (SMI) prenait 0,1% à 11'842,6 points, le Swiss Leader Index (SLI) 0,19% à 1960,02 points et le Swiss Performance Index (SPI) de 0,12% à 15'803,31 points. Sur les trente principales valorisations, quinze montaient, treize reculaient et deux n'avaient pas encore été échangées.

Parmi les poids lourds, le bon Roche gagnait 0,5%, après que le géant pharmaceutique a annoncé l'achat de 66,11% du capital-actions de Poseida Therapeutics dans le cadre de son offre de rachat lancée mi-décembre. A terme, la société deviendra une filiale du groupe bâlois et ses actions seront décotées du Nasdaq. Novartis grappillait 0,1% et Nestlé perdait 0,4%. Sur le marché élargi, l'actualité des entreprises étaient toujours très succincte après les fêtes de fin d'année, dans l'attente de la saison des résultats annuels qui devrait démarrer prochainement.

Basilea prenait 1,1% après que le laboratoire pharmaceutique a fait part d'une augmentation des ventes de son antifongique Cresemba (isavuconazole). Celles-ci se sont élevées à 533 millions de dollars (483 millions en francs suisses au cours du jour) entre octobre 2023 et septembre 2024, soit une croissance de 20% en comparaison annuelle.

Le titre du géant de l'inspection et de la certification SGS, qui a acquis pour un montant non dévoilé le calculeur ohioain d'émissions de gaz à effet de serre Aster Global Environmental Solutions, lâchait 2,1%.

Le groupe Polypeptide n'avait pour sa part pas encore été échangé. Le sous-traitant pharmaceutique d'origine suédoise entend doubler à terme les capacités de synthèse de son site de Malmö et a communiqué un investissement de 100 millions d'euros.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Janvier 2025
Valeur : 10 Janvier 2025

| BASE | DEVISES | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|-------------------------|-------------|-------------|
| 1 | USD US DOLLAR | 135.7634 | 135.7784 |
| 1 | EUR EURO | 140.2979 | 140.3406 |
| 1 | GBP POUND STERLING | 169.2599 | 169.3209 |
| 100 | JPY JAPANESE YEN | 85.8501 | 85.8759 |
| 1 | CNY CHINESE YUAN | 18.5173 | 18.5199 |
| 1 | CHF SWISS FRANC | 149.0431 | 149.1251 |
| 1 | CAD CANADIAN DOLLAR | 94.5493 | 94.5861 |
| 1 | DKK DANISH KRONE | 18.8038 | 18.8111 |
| 1 | SEK SWEDISH KRONA | 12.1726 | 12.1761 |
| 1 | NOK NORWEGIAN KRONE | 11.9791 | 11.9845 |
| 1 | AED UAE DIRHAM | 36.9595 | 36.9696 |
| 1 | SAR SAUDI RIYAL | 36.1660 | 36.1738 |
| 1 | KWD KUWAITI DINAR | 440.0759 | 440.4100 |
| 1 | TND TUNISIAN DINAR | 42.2446 | 42.6692 |
| 1 | MAD MOROCCAN DIRHAM | 13.5715 | 13.5730 |
| 1 | LYD LIBYAN DINAR | 27.5192 | 27.6602 |
| 1 | MRU MAURITANIAN OUGUIYA | 3.4112 | 3.4218 |
| 1 | SDR SPEC. DRA. RIGHTS | 177.0284 | 177.0284 |

Paris en léger repli, les craintes sur l'inflation américaine gagnent du terrain

La Bourse de Paris recule légèrement mercredi, dans une séance sans événement majeur attendu, avant la publication dans la soirée du compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la banque centrale américaine. Vers 09H55, l'indice vedette de la Bourse de Paris, le CAC 40, lâchait 12,10 points (-0,16%) pour s'établir à 7.477,25 points.

L'agenda de la séance est peu chargé, dans l'attente de la publication, après la clôture des marchés européens, des "minutes" de la dernière réunion du comité monétaire de la Réserve fédérale américaine qui s'est tenue le 18 décembre. A l'issue de cette réunion, la Fed a procédé à une troisième baisse consécutive de ses taux pour les ra-

mener dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%. Mais la banque centrale a aussi, et surtout, signalé n'envisager que deux baisses de taux l'année prochaine, de 25 points de base chacune.

Du côté des investisseurs, "on continue même à douter que la Fed puisse réduire ses taux en 2025", souligne Jim Reid, économiste de Deutsche Bank, dans un contexte de regain d'inquiétude sur la trajectoire de l'inflation aux Etats-Unis.

Ces craintes ont été ravivées la veille par la publication de l'indice ISM qui mesure l'activité dans les services aux Etats-Unis, qui a atteint son "plus haut niveau depuis février 2023, ce qui pourrait +savonner la planche+ avant l'arrivée de Donald Trump au pouvoir dans moins de

deux semaines", le 20 janvier, commente John Plassard, spécialiste de l'investissement pour Mirabaud.

Les principales inquiétudes du marché sur le programme économique de Trump concernent les droits de douane. Le président élu a envisagé d'imposer 10 à 20% de droits de douane sur l'ensemble des produits entrants aux Etats-Unis, et même jusqu'à 60 voire 100% sur ceux venant de Chine. Des premières annonces ont concerné une imposition de 25% sur les produits en provenance du Canada et du Mexique. Ces mesures sont considérées comme inflationnistes.

Sur le marché obligataire, après une forte poussée du rendement des obligations américaines mardi, vers 09H55 GMT, l'échéance 10 ans res-

taint à 4,68%, contre 4,69% la veille. Son équivalent allemand s'établissait à 2,51% contre 2,48% et le français était à 3,30% comme la veille.

Pluxee s'envole

Pluxee, entité devenue indépendante de Sodexo incluant notamment ses titres-restaurant, bondissait de plus de 11% à 20,91 euros après avoir annoncé des résultats au premier trimestre supérieurs aux attentes du marché.

Vallorec, premier dividende en 10 ans

Le spécialiste des tubes en acier sans soudure a confirmé mercredi son intention de verser en 2025 son "premier dividende depuis une décen-

Trigano pessimiste

Le fabricant de camping-cars a prévenu que l'exercice 2025 pourrait "à court terme" être "impacté par un double effet d'une saison touristique 2024 décevante dans l'ouest et le nord-ouest de la France et par un contexte politique et économique peu propice à l'investissement en France". Le groupe a fait état d'un chiffre d'affaires en baisse de 17,4% au premier trimestre 2024/2025, en raison d'une baisse de la production liée à une volonté de réduire les stocks chez les distributeurs.

ETATS UNIS

Washington inclut Tencent et Catl dans sa liste «d'entreprises chinoises militaires»

La mastodonte de la tech Tencent figure parmi les plus grands créateurs de jeux au monde et est l'opérateur de l'application WeChat, omniprésente en Chine. CATL produit plus du tiers des batteries de voitures électriques vendues dans le monde.

L'action des géants technologiques chinois Tencent et CATL a dévissé à la Bourse de Hong Kong mardi, après leur inscription par les autorités américaines sur une liste d'"entreprises chinoises militaires". Tencent (tech) et CATL (batteries) ont été ajoutés à une liste actualisée qui doit être publiée mardi au journal officiel américain, et qui a été consultable dès lundi. Le ministère américain de la Défense estime que ces sociétés ont partie liée avec les forces armées de Pékin. Cette annonce a entraîné une chute des actions de Tencent (-7%) et de CATL (-5,2%) à l'ouverture de la Bourse de Hong Kong mardi, tandis que l'indice Hang Seng de Hong Kong a ouvert en baisse de près de 1%. Le mastodonte de la tech Tencent figure parmi les plus grands créateurs de jeux au monde et est l'opérateur de l'application WeChat, omniprésente en Chine.

CATL produit plus du tiers des batteries de voitures électriques vendues dans le monde, y compris pour équiper les véhicules de Mercedes-Benz, BMW, Volkswagen, Toyota, Honda et Hyundai.

"Une erreur"

Aux termes d'une loi de 2021, le ministère américain de la Défense doit identifier les entreprises militaires chinoises ayant des intérêts directs ou indirects aux États-Unis et en soumettre la liste au Congrès. Il doit aussi publier la partie non classifiée de la liste au journal officiel. Le fait d'y être inclus n'a pas de conséquence juridique pour les entreprises en question mais cela porte atteinte à leur réputation. Par le passé, certains groupes ont porté plainte après y avoir figuré. "L'inclusion de Tencent dans cette liste est de toute évidence une erreur, nous ne

sommes ni une entreprise militaire ni un fournisseur", a réagi un porte-parole du géant chinois. "A la différence des sanctions ou des contrôles à l'exportation, cette liste n'aura aucun impact sur la marche de l'entreprise", a ajouté le porte-parole, soulignant toutefois que Tencent allait travailler avec le Pentagone pour "éclaircir tout malentendu". CATL a pour sa part qualifié la décision américaine d'"erreur", appelant à un "dialogue responsable sur nos activités". "CATL ne mène aucune activité liée au secteur militaire", précise la firme dans un communiqué transmis à l'AFP. Les Etats-Unis considèrent la Chine comme leur premier rival. Depuis des années, Washington prend des mesures de protection de la sécurité nationale visant les entreprises de la tech de peur que leur savoir-faire ne soit utilisé par Pékin à des fins militaires.

A L'AUBE DE 2025

L'économie de la zone euro reste fragile

La zone euro en rémission? Selon le dernier sondage auprès des directeurs d'achat (Purchasing Managers' Index ou PMI), l'activité économique reprend doucement sur le Vieux Continent. L'indice PMI composite, qui compile les données des secteurs manufacturiers et des services, est remonté à 49,6 en décembre, contre 48,3 le mois précédent. Il reste toutefois sous la barre des 50, qui sépare la croissance de la contraction, pour le deuxième mois consécutif.

La faute à une industrie toujours mal au point. L'indice PMI manufacturier est tombé à 45,1 en décembre, soit son plus bas niveau depuis trois mois. Le secteur des services a, quant à lui, retrouvé le chemin de la croissance, malgré un très faible soutien de la demande. Son indice est passé de 49,5 à 51,6, remontant vers sa moyenne de long terme (52,6). "Le secteur des services devrait rester suffisamment solide pour empêcher les mauvaises performances du secteur manufacturier de tirer à

la baisse l'ensemble de l'économie de la zone euro en 2025." "Si les données PMI du mois de décembre ne permettent guère d'espérer une forte croissance du secteur des services en 2025, elles mettent toutefois en évidence une stabilisation des nouveaux contrats et un ralentissement de la baisse de leurs affaires en attente", a commenté Cyrus de la Rubia, de la Hamburg Commercial Bank. "Le secteur des services devrait rester suffisamment solide pour empêcher les

mauvaises performances du secteur manufacturier de tirer à la baisse l'ensemble de l'économie de la zone euro en 2025." À noter que l'indice des prix à la production a grimpé à 52,5, son plus haut niveau depuis quatre mois. Signe de tensions persistantes sur les prix dans le secteur des services. "Pour la politique monétaire, cela signifie que la BCE devrait rester prudente et ne procéder qu'à de légères réductions des taux d'intérêt au premier trimestre 2025."

ITALIE

ENI se dote d'un superordinateur pour accélérer la recherche de pétrole

Estimé à plus de 100 millions d'euros, le supercalculateur, connu sous le nom de HPC6, sera capable de traiter un certain nombre de fonctions d'intelligence artificielle. L'entreprise énergétique italienne Eni a dévoilé l'un des superordinateurs les plus puissants au monde, dans le but d'améliorer sa technologie de découverte de pétrole et de gaz. Il s'agit également d'une étape importante dans la stratégie de décarbonisation et d'énergie propre de l'entreprise. D'un coût estimé à plus de 100 millions d'euros, le superordinateur, baptisé HPC6, sera capable de traiter un certain nombre de fonctions d'intelligence artificielle, ainsi que des calculs très sophistiqués, grâce à près de 14 000 unités de traitement graphique (GPU).

Cette initiative devrait permettre à Eni de passer au crible de grandes quantités de données et de découvrir de nouveaux gise-

ments de pétrole et de gaz, tout en l'aidant dans ses calculs relatifs à l'énergie propre et à la décarbonisation.

Les données sont généralement obtenues par des opérations de forage, des études sismiques et des simulations de réservoirs. Les superordinateurs peuvent également aider les entreprises du secteur de l'énergie à déterminer exactement où se trouvent les réserves de pétrole et de gaz, quelle est la taille des gisements et quelles sont les meilleures stratégies de forage pour chacun d'entre eux. Ils peuvent également contribuer au positionnement des puits, à la prévision de la production, à la récupération assistée du pétrole et à la simulation des réservoirs.

Cinquième ordinateur le plus rapide au monde

Eni a déjà utilisé la technologie des superordinateurs pour améliorer la dynamique des

fluides et les études géologiques pour le stockage du carbone, ainsi que pour améliorer les opérations des usines industrielles et produire de meilleures batteries. Sa chaîne d'approvisionnement en biocarburants a également été rendue plus efficace grâce à la superinformatique.

Le HPC6 a été mis en service le jour de Noël, à Ferrera Erbognone, une petite commune de la région de Lombardie, en Italie. Il s'agit actuellement du cinquième superordinateur le plus rapide au monde, selon la liste annuelle TOP500.

Eni devrait également utiliser le HPC6 pour améliorer l'efficacité de la production de ses ressources énergétiques renouvelables. Ce lancement a également contribué à renforcer la réputation d'Eni en tant qu'entreprise qui s'en tient à la conception et à la production de ses propres machines, au lieu d'acheter des services externes d'informa-

tique en nuage. Claudio Descalzi, directeur général d'Eni, a déclaré sur le site web de l'entreprise : "L'innovation et l'évolution constante des technologies sont fondamentales pour maintenir et renforcer le leadership d'Eni dans la transition énergétique. Les avancées technologiques nous permettent d'utiliser l'énergie plus efficacement en réduisant les émissions et en favorisant le développement de nouvelles solutions énergétiques". "Nous avons intégré les supercalculateurs dans l'ensemble de notre chaîne d'activité, les transformant en un levier indispensable pour atteindre le Net Zero et créer de la valeur. Eni a développé un patrimoine unique de connaissances technologiques et de programmation qui nous donne un avantage concurrentiel sur la scène internationale et soutient la rapidité de notre transformation tout en stimulant notre croissance", a-t-il ajouté.

FRANCE Le déficit commercial se réduit en novembre, à 7,3 milliards d'euros

Les exportations ont crû de 600 millions d'euros, et les importations de 300 millions d'euros, montrent les statistiques des douanes.

Le déficit commercial de la France s'est un peu réduit en novembre par rapport au mois précédent, à 7,3 milliards d'euros, soutenu par une hausse des exportations plus élevée que celle des importations, ont indiqué les douanes françaises mercredi. Les exportations ont crû de 600 millions d'euros, et les importations de 300 millions d'euros, montrent les statistiques des douanes faisant de novembre le deuxième mois d'affilée de réduction du déficit commercial. Sur douze mois glissants, le déficit commercial s'est établi à 83,6 milliards d'euros en novembre. Les chiffres annuels sur le déficit commercial français seront connus le mois prochain et devraient être inférieurs aux records enregistrés lors des deux précédentes années, à 99,6 milliards d'euros en 2023 et 164 milliards en 2022, sur fond de conséquences de la guerre en Ukraine sur l'économie mondiale. Depuis 2002, la France n'a pas dégagé d'excédent commercial. Déficit de la balance énergétique en recul

Dans le détail pour novembre, le déficit de la balance énergétique s'est réduit de 300 millions d'euros à 3,7 milliards d'euros par rapport au mois précédent, favorisé par une hausse des exportations tandis que les importations sont restées stables. La hausse des prix et celle des volumes explique la progression des exportations, ont indiqué les douanes.

Hors énergie, le solde commercial français s'est montré stable en novembre à 5,3 milliards d'euros. Les douanes ont par ailleurs revu en baisse le montant du déficit commercial pour octobre, à 7,6 milliards d'euros au lieu de 7,9 milliards d'euros. Le déficit des transactions courantes a quant à lui atteint 1,7 milliard d'euros en novembre après 1,9 milliard d'euros en octobre, d'après les données de la Banque de France.

RENAULT AVANTIME un designer imagine son look en 2025



Après les R5, 4L et Scénic réinventé en mode 100% électrique et si l'Avantime arrivait en suivant ? L'atypique coupé monospace n'est pas prévu dans le plan produit. En revanche, il a inspiré un étudiant en design.

En pleine vague néo retro, la marque au losange n'hésite pas à revisiter ses classiques en mode électrique. Renault 5, 4L, Twingo ou encore Scénic en témoignent. Même la R17 qui n'avait rien demandé a aussi eut droit à ce traitement au Mondial de l'Auto à Paris à l'automne dernier par le prisme d'une création signée du designer français Ora Ito.

Toutefois, cette frénésie ne devrait pas s'étendre jusqu'à l'Avantime. Le singulier coupé monospace du début des années 2000 qui complétait alors la Vel Satis fait office de haut de gamme.

Un designer bel et bien inspiré

Pour autant l'atypique réalisation tricolore est restée dans les mémoires comme un objet de design à part entière. L'Avantime reste d'ailleurs une belle source d'inspiration pour les stylistes. Dernier exemple en date cette réalisation signée Charles Jacob, ce fut d'ailleurs son projet de diplôme.

Tout d'abord imaginé par le biais de dessins design, cet Avantime revisité est ensuite passé au stade de la maquette probablement à l'échelle 1/5 avec s'il vous plaît un véritable intérieur et des vitres translucides. Ne vous fiez pas sur le profil à la faible surface vitrée, cette dernière demeure très imposante notamment par le biais d'un imposant parebrise qui se prolonge au-dessus du capot quasiment jusqu'à la calandre un peu comme pour le prototype Peugeot Inception.

Tandis que la custode pleine - un peu comme celle du concept Renault Altica de 2006 - est quant à elle compensée par le toit intégralement vitré. Autre élément emblématique du Renault Avantime original ses grandes portes. Elles sont toujours au programme mais l'on ne sait pas si la cinématique particulière employant un parallélogramme reste de mise. En tout cas, la réalisation et le souci du détail ne peuvent être que salués.

Les jolis délires fantasmagoriques de DS continuent

Alors que DS Automobiles étudie la faisabilité d'une commercialisation en petite série de son concept-car SM Tribute, le patron du style de la marque continue de s'en donner à cœur joie avec des élucubrations étonnantes. Cette fois, il montre une version cabriolet.



qui hélas loin d'être le cas aux dernières nouvelles).

Et maintenant, le cabriolet

En attendant de voir si DS Automobiles parviendra sérieusement à mener son projet SM Tribute jusqu'au bout (ce dont on peut douter en raison du contexte difficile chez Stellantis actuellement), le patron du design de la marque Thierry Metroz s'amuse à imaginer une version cabriolet en donnant ses vœux de nouvelle année sur les réseaux sociaux. Il y a quelques semaines, il avait déjà transformé virtuellement le modèle en break de chasse.

Il semble s'agir là d'une élucubration personnelle n'annonçant rien de concret, mais le concept d'un cabriolet 2+2 de luxe français parlera peut-être à certains. Après tout, si même les directeurs du design n'ont plus droit de rêver...

À l'occasion du dernier concours de Chantilly Art & Élégance, la marque Ds Automobile avait dévoilé le concept-car SM Tribute pour rendre hommage à la Citroën SM originale.

Largement inspiré de cette dernière, ce concept-car prenait la forme d'un coupé au design intéressant et aux proportions

assez déroutantes dans le genre. Un concept-car que la direction de la marque rêve de produire en petite série, à la façon de l'Alfa Romeo 33 Stradale conçue par le constructeur italien à partir de la Maserati MC20. Dans le cas de la SM Tribute, c'est la base de la Maserati GranTurismo actuelle qui serait utilisée dans le cas où le projet était validé (ce

Nissan fait des efforts sur le Qashqai

Récemment restylé, le SUV familial autrefois star du marché automobile européen a droit à une remise qui lui permet de passer sous les 30 000€ avec un moteur essence puissant. Mais il y a quand même un petit problème...

Le Qashqai a fait les belles heures de Nissan sur le marché européen, ce pionnier du segment des SUV familiaux ayant caracolé en tête des ventes pendant de nombreuses années chez nous... avant de se faire rattraper par des modèles concurrents de plus en plus intéressants et malmenés par un nombre incalculable de produits rivaux. Aujourd'hui le Qashqai continue de bien se vendre en Europe, mais Nissan doit régulièrement



pratiquer de bonnes remises pour stimuler la demande. Et c'est de nouveau le cas en janvier 2025 avec une remise de 5 000€ appliquée à la gamme, permettant de faire descendre son prix de base à 29 700€ au lieu de 34 700€

avec le moteur essence de 140 chevaux à hybridation légère (et boîte manuelle à six vitesses). Récemment restylé, le Qashqai offre une dotation correcte à ce prix avec la climatisation automatique, l'écran tactile central de

12,3 pouces compatible Apple Carplay et Android Auto ou encore les feux avant et arrière full LED. Hélas, il donne droit à un malus écologique 2025 de 1 901€ au minimum en France à cause de ses 143 g/km de CO2, ce qui fait remonter son prix final au-dessus des 30 000€ avec ce groupe motopropulseur. La version hybride E-Power, affichée à partir de 34 600€ remise déduite, s'en sort beaucoup mieux avec 125€ de malus 2025.

A noter aussi une remise sur son petit frère le Juke, désormais affiché à partir de 21 400€ (avec 4 000€ d'avantage).

Le patron de Stellantis rejoint l'un des géants de la technologie

Même s'il est bien occupé depuis le départ de Carlos Tavares, le président de Stellantis, John Elkann, semble avoir encore un peu de temps libre. Il va en effet rejoindre le conseil d'administration de Meta, le groupe propriétaire de Facebook, WhatsApp ou Instagram. Après être longtemps resté dans l'ombre, John Elkann se retrouve davantage dans la lumière depuis la démission de Carlos Tavares, début décembre.

En tant que président de Stellantis, c'est lui qui assure l'intérim en attendant la nomination d'un nouveau directeur général début 2025.

Fin 2024, on l'a ainsi vu tenter de rassurer les autorités politiques françaises, italiennes ou allemandes sur le devenir des usines de production automobile qui sont installées dans leurs pays respec-

tifs. Mais ce rôle de transition ne devrait plus durer très longtemps, et John Elkann semble se préparer à avoir davantage de temps libre. Il rejoindra en effet bientôt le conseil d'administration de Meta, le groupe dont font partie les réseaux sociaux Facebook, WhatsApp et Instagram.

Un parcours bien différent d'Elon Musk

D'une certaine manière, cette décision peut faire penser à celle d'Elon Musk, patron de Tesla devenu propriétaire de Twitter, rebaptisé depuis X. Mais la comparaison s'arrête vite car le rôle du président de Stellantis chez Meta sera nettement plus mineur. L'entreprise américaine reste dirigée par son fondateur historique, Mark Zuckerberg, qui s'est félicité de l'arrivée de trois nouveaux membres au sein du conseil



d'administration. En plus de John Elkann, cette entité cruciale accueille en effet Dana White, patron

d'UFC, la plus grande organisation d'arts martiaux mixtes dans le monde, et Charlie Songhurst, un

investisseur présent dans pas moins de 500 startups.

Un rôle inchangé dans l'automobile

L'homme fort de Stellantis s'est dit "honoré de pouvoir contribuer au futur de l'une des entreprises les plus significatives du 21e siècle. Je compte apporter mon expérience globale et mon sens des perspectives à long terme alors que Meta continue à se façonner et à pousser les prochaines frontières de l'innovation et de la technologie." Mais John Elkann, natif de New-York et petit-fils de Gianni Agnelli, ne renonce pas à ses autres fonctions pour autant. Il reste donc à la tête de Stellantis, groupe automobile euro-américain propriétaire de 14 marques, dont Citroën, Peugeot, Opel ou Fiat, tout en étant également le président de Ferrari.

FAUTE DE MOYENS

La NASA ajuste ses ambitions martiennes... et pourrait une fois de plus faire appel à SpaceX

La NASA a annoncé revoir ses plans pour le « Mars Sample Return Program », qui consiste à rapporter des échantillons martiens sur Terre. L'agence spatiale explore désormais deux nouvelles options, plus économes, mais qui risquent de retarder la mission de plusieurs années.

C'est l'un des enjeux cruciaux pour le rover Perseverance : le prélèvement d'échantillons du sol martien, qui pourraient permettre aux scientifiques de déterminer si la vie a effectivement existé sur la planète rouge. De quoi répondre à l'une des questions les plus fondamentales que se pose l'humanité. Si les échantillons ont déjà été récupérés par l'astromobile, les emporter sur Terre s'avère extrêmement complexe. Et le plan initial de la NASA pour y parvenir est finalement trop onéreux.

Deux nouvelles options pour rapatrier les échantillons

En avril 2024, un comité d'experts a en effet conclu que le programme de retour des échantillons martiens, avec l'architecture et les budgets actuels, coûterait un

total de 11 milliards de dollars à l'agence spatiale américaine, soit le double de ce qui était prévu. Pire encore, l'échéance serait repoussée au-delà de 2040, alors qu'elle était auparavant estimée à 2030. Jugeant ces deux éléments inacceptables, la NASA propose deux nouvelles possibilités. La première s'appuie sur des systèmes d'entrée, de descente et d'atterrissage déjà utilisés lors des missions Curiosity et Perseverance. La seconde capitalise sur de « nouvelles capacités commerciales pour acheminer la charge utile de l'atterrisseur à la surface de Mars », explique la NASA. Autrement dit, des entreprises comme SpaceX ou Blue Origin pourraient être sollicitées. Dans les deux cas, un petit véhicule d'ascension, qui collectera les échantillons recueillis par Perseverance pour les transporter en orbite martienne, sera nécessaire. Des changements de design vont

par ailleurs permettre de simplifier le processus, comme la mise en place d'un système d'alimentation à radio-isotopes pour remplacer les panneaux solaires de la plateforme. Toujours dans cette optique, la NASA devrait finalement opter pour un retour direct des échantillons sur Terre, plutôt que de les placer en orbite autour de la Lune. Cette étape supplémentaire nécessiterait l'intervention d'un autre véhicule pour aller les chercher.

Décision en 2026

« Nous voulons les rapporter le plus rapidement possible pour les étudier dans des installations de pointe. Le retour d'échantillons de Mars permettra aux scientifiques de comprendre l'histoire géologique de la planète et l'évolution du climat sur cette planète stérile où la vie a

peut-être existé dans le passé, et de faire la lumière sur les débuts du Système solaire avant l'apparition de la vie sur Terre. Cela nous préparera également à envoyer en toute sécurité les premiers explorateurs humains sur Mars », explique Nicky Fox, administrateur associé du Science Mission Directorate de la NASA. L'agence spatiale se décidera sur l'option privilégiée en 2026, c'est donc l'administration Trump qui sera à la baguette. Pour rappel, le milliardaire Jared Isaacman, proche de Musk et participant à plusieurs missions civiles de SpaceX, prendra prochainement la tête de l'agence.

Avec ce nouveau planning, les échantillons devraient être acheminés sur notre planète entre 2031 et 2040. Une fourchette très large, d'autant plus lorsque l'on sait que la Chine envisage de lancer une mission similaire aux alentours de 2028.

L'aéroport de Francfort fait décoller ses projets data et IA

L'exploitant de l'aéroport de Francfort, Fraport, a développé de nouveaux modèles de planification pour réduire les déséquilibres de charges de travail et anticiper les ruptures ou les retards. Il a opté pour la plateforme data et IA de Databricks dans Microsoft Azure. L'exploitant allemand d'infrastructures aéroportuaires Fraport AG pilote une trentaine d'aéroports dans le monde, dont celui de Francfort-sur-le-Main, sa ville d'origine. Rien qu'à Francfort, Fraport emploie environ 80 000 personnes. Afin d'optimiser le travail de ses équipes, l'entreprise avait besoin d'un modèle de prévision, avec des données

précises et claires sur les temps de vol, la position des avions, le type d'appareil et la compagnie aérienne, ainsi que les informations sur les flux de passagers et de bagages. Fraport devait aussi tenir compte de la charge de travail individuelle des employés dans certaines catégories de qualification et des déséquilibres potentiels en la matière.

Anticiper les besoins de personnel

Les modèles existants chez Fraport ne permettaient pas à l'exploitant de planifier l'organisation du travail comme il le souhaitait. Ils ont donc choisi de développer une approche différente et de se

faire accompagner pour ce faire par l'ESN allemande Initions, spécialisée en BI, data et AI. « Notre nouvelle méthode d'analyse des données, plus précise, nous permet de voir à un stade précoce combien d'employés avec quelles qualifications seront nécessaires dans les prochaines heures », assure Torsten Müller, responsable de la coordination des opérations des services d'assistance au sol de Fraport AG.

« Cela nous aide à planifier nos ressources plus efficacement, mais aussi à garantir la qualité et à communiquer de manière proactive avec nos clients. » Le nouveau système s'appuie sur la

plateforme Databricks Data Intelligence dans Microsoft Azure, pour gérer le capacity planning. Pour l'assistance au sol par exemple, s'il existe un risque de manque de personnel pendant les périodes de chargement et de déchargement, les experts reçoivent des alertes anticipées et les analyses sont disponibles sous forme de tableaux de bord Grafana (solutions de dataviz open source). « Nos experts IA ont amélioré la préparation des data pour ce faire, en utilisant l'IA de Databricks. La collecte et l'analyse des data permettent d'obtenir des prévisions jusqu'à quatre heures dans le futur », complète

Torben Barth, chef de produit IA chez Fraport AG. Les applications de prévision basées sur l'IA font partie du programme d'IA déployé par Fraport, AI@Fraport. « Au-delà de l'engouement pour l'IA, nous exploitons déjà des solutions basées sur la technologie qui génèrent une réelle valeur ajoutée dans les activités quotidiennes de l'aéroport », insiste Wolfgang Standhaft, DSI de Fraport AG. L'analyse des données SAP assistée par l'IA, par exemple, permet à l'exploitant d'aéroports d'optimiser les prévisions de charges de manutention, afin de réduire les temps d'arrêt ou les retards.

Brèves

NXP rachète TTech Auto pour 625 M\$

Le spécialiste des semi-conducteurs néerlandais a cassé sa tirelire pour s'emparer de l'éditeur autrichien de logiciel pour les véhicules autonomes. TTech Auto s'est détachée de TTTech Group en 2018, avec un soutien de quelque 78 M\$ de la part notamment, de Samsung, Audi et de GE Ventures. En 2022, il avait levé 285 M\$ dans un tour de table mené par Aptiv (anciennement Delphi). TTTech Auto propose notamment la plateforme MotionWise pour les systèmes avancés d'assistance au conducteur (ADAS) et les systèmes de conduite automatisée (ADS). De son côté, NXP a lancé en mars dernier CoreRide, une plateforme destinée à aider les constructeurs automobiles à passer aux véhicules pilotés par logiciel (SDV), avec TTTech Auto comme premier partenaire logiciel.

Donald Trump annonce un investissement de 20 Md\$ dans les datacenters

Selon nos confrères de Reuters, le président élu américain a annoncé lors d'une conférence presse dans sa résidence en Floride, un investissement supplémentaire de 20 Md\$ dans les datacenters aux Etats-Unis. Il a même donné le nom de l'investisseur, le milliardaire émirati Hussain Sajwani, président de DAMAC properties (qui a fait fortune dans l'immobilier). Aucun autre détail n'a pas été annoncé sur la durée et les Etats qui pourraient profiter de cet investissement. Hier, Microsoft a souligné son ambition

d'engager jusqu'à 80 Md\$ en 2025 pour construire des centres de données orientés IA.

Nvidia lance Cosmo World Foundation

A l'occasion du CES, le CEO de Nvidia Jensen Huang a présenté un modèle de référence pour représenter avec l'IA le monde physique. Ces modèles sont coûteux à développer et nécessitent de grandes quantités de données et de tests dans le monde réel. Nommés Cosmos World Foundation, ils offrent aux développeurs un moyen simple de générer d'énormes volumes de données synthétiques et réalistes depuis des informations réelles. Les développeurs peuvent également créer des modèles personnalisés en affinant les modèles de Cosmos

La journée du dimanche 12 janvier 2025, correspondant au jour de l'An Amazigh, sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés ainsi qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, indique mercredi un communiqué de la Direction générale de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Toutefois, les institutions, administrations, établissements, offices et entreprises précités "sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode de travail posté", ajoute le communiqué.



SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE D'ORAN

60 exposants attendus à la 7^e édition à partir du 29 janvier

La septième édition du Salon international de l'agriculture d'Oran (Agri Pro) se tiendra du 29 janvier au 1er février prochain au Centre des Conventions "Mohamed Benahmed" d'Oran (CCO), avec la participation de 60 exposants, a-t-on appris, mercredi, des organisateurs. Cette édition du salon, organisée par l'agence "Xposium-Event", verra la participation de

60 opérateurs économiques spécialisés dans l'agriculture du pays, ainsi que de pays étrangers, tels que la Tunisie, la Libye, l'Égypte, l'Espagne, le Sénégal, a indiqué à l'APS le commissaire du salon, Bedkane Omar. L'événement, placé sous le slogan "Pour une agriculture efficace et efficiente", verra également la participation des organismes de soutien à l'investissement agri-

cole et au crédit agricole, ainsi que des entreprises spécialisées dans le secteur de l'agriculture, l'élevage, les équipements agricoles, les semences, la culture de plants d'arbres fruitiers, ainsi que dans les engrais et le traitement des sols, outre celles spécialisées dans les techniques d'irrigation agricole, a fait savoir la même source. Par ailleurs, des conférences sont programmées, lors de cet

événement économique, autour de quatre principaux axes : "L'agriculture et les changements climatiques", "Investissement et organisation dans les filières agricoles", "Valorisation du patrimoine génétique local (races ovines et bovines)", "Aquaculture intégrée à l'agriculture dans l'Ouest du pays" et "Qualité et promotion des produits agricoles et alimentaires", a-t-on précisé.

Chronique Eco

d'Anouar
El Andaloussi

Des enjeux internationaux, des défis nationaux

La conjoncture internationale sera très complexe et très difficile pour toutes les économies ; ce qui attise les tensions et décourage la coopération et les solidarités. Chacun cherche à se protéger et à se ménager des espaces d'évolution. Les enjeux internationaux ont été largement exposés et commentés au cours des dernières semaines. Les principaux enjeux sont liés à la confrontation États-Unis-Chine, à la crise au Moyen-Orient, à la guerre russo-ukrainienne ; d'autres encore vont se greffer à ceux-ci autour du commerce mondial, de l'énergie, des matières premières, de l'immigration, des microprocesseurs..... La dégradation économique de l'Europe aggrave les tensions entre les deux super-puissances. En effet, le déclin industriel de l'Europe est constaté, l'UE paie chère son énergie alors que l'attrait des États-Unis pour les investisseurs et la compétitivité chinoise compliquent le redressement industriel du Vieux Continent. Les investisseurs délocalisent vers les USA et l'Asie. L'annonce de nouvelles taxations douanières américaines encourage ce mouvement. Le retour du gaz russe est très attendu après la fin de la guerre en Ukraine. Les BRICS+ ne sont pas encore prêts, ni au plan économique, même s'ils représentent déjà 35 à 38% du PIB mondial (avec la Chine), ni au plan politique pour affronter l'hégémonie américaine sur l'énergie et le système financier et monétaire mondial. Le Dollar est un instrument très puissant dans la régulation de l'économie mondiale. L'énergie sera encore un facteur décisif dans les relations économiques. Les marchés de l'énergie connaîtront des évolutions inattendues aussi bien sur l'offre que sur la demande. La recomposition au Moyen-Orient et la probable fin de la guerre en Ukraine seront les facteurs de cette évolution. Le monde passera certainement son « Peak Oil » et l'énergie fossile dominante sera, pour longtemps encore, le gaz naturel. Plus critiques seront les métaux nécessaires à la transition énergétique, à commencer par le cuivre qui sera la matière première la plus stratégique. La crise de Taiwan demeure active et peut évoluer vers une radicalisation des parties. Il se trouve que ce petit pays fournit plus de 70% des microprocesseurs au monde entier (USA, Chine, Europe...). La question alimentaire est un autre enjeu pour l'humanité ; la croissance démographique inégalement répartie (un Mds d'habitants additionnels en Afrique en 2050, alors que le Nord et l'Asie de l'Est voient leur population stagner sinon diminuer). La gouvernance mondiale aussi a connu des limites lorsqu'on observe le fonctionnement de l'OMC et du système de Bretton-Woods. Ce sont quelques enjeux extérieurs immédiats et quasi certains pour l'année 2025 et qui affectent de manière directe ou indirecte l'économie algérienne. Quels défis intérieurs devons-nous, nous imposer

pour faire face à ces enjeux ? Les réponses (qui sont les défis) sont nécessairement le fait des acteurs économiques nationaux et de l'État. Ce dernier doit jouer un rôle majeur dans la nouvelle politique économique. Deux faiblesses, devenues structurelles, de l'économie algérienne doivent être prioritaires dans l'agenda des politiques publiques. La première faiblesse est liée au niveau de développement industriel qui demeure faible malgré les efforts consentis au cours des dernières années ; aucune expérience de développement n'a été faite sans la forte contribution du secteur industriel et en particulier, dans notre cas, sa composante manufacturière. La seconde, intimement liée à la première, est liée à la faible compétitivité de notre économie, soit pour faire face à la concurrence extérieure, soit pour placer nos produits à l'étranger.

Défi 1 : La ré-industrialisation du pays : c'est une priorité absolue. Il est encore utile de rappeler que l'industrie ne représente que 5% du PIB et avec ce niveau ni exportation, ni substitution aux importations. La diversification des exportations n'a de sens que par rapport à la diversification industrielle ; quoi exporter si le système productif est incapable non seulement de produire des quantités importantes et diversifiées mais aussi d'innover et d'être compétitif. La ré-industrialisation du pays est donc un impératif de premier plan et doit s'appuyer, sans se concentrer, sur la valorisation des ressources naturelles, comme la pétrochimie, les engrais, par la valorisation du gaz naturel, les métaux rares et les matières premières en général. Le futur industriel algérien doit viser deux directions : une diversification pour une substitution aux importations et une amorce à l'exportation et une valorisation des ressources naturelles visant la transition énergétique, la transformation numérique et la sécurité alimentaire.

Défi 2 : Le défi de la sécurité alimentaire. Ici aussi il faut passer à une agriculture moderne pour gagner en rendements. Les expériences des exploitations au Grand Sud sont probantes tant par la mécanisation (on ne peut pas faire autrement) que par les rendements ; mais attention, ces résultats sont obtenus au prix de subventions massives, de défiscalisation, de gratuité des ressources naturelles (sol et eau en particulier). Or ce modèle ne peut être reproduit indéfiniment ; il arrivera le jour où ces conditions ne seront pas toutes réunies. L'agriculture au Nord ne se modernise pas suffisamment et demeure caractérisée par des rendements faibles ou moyens dans les cultures stratégiques. Des potentiels énormes existent au Nord et dans les Hauts Plateaux, il reste à traiter les problèmes liés à la sécheresse et à la dégradation des sols par des solutions scientifiques. On n'investit pas assez dans ce domaine (recherche agronomique, hydraulique, climatique...) et pourtant l'avenir est

dans la recherche scientifique pour faire face aux enjeux climatiques et géopolitique (semences, machinisme, génétique, eau, normes...). Les succès de l'agriculture saharienne ne doivent pas nous détourner du développement de l'agriculture au Nord et dans les Hauts-Plateaux ; les potentiels sont énormes et les options de transfert de l'eau doivent être explorées et évaluées.

Défi 3 : Le défi de l'économie numérique. Notre retard est constaté dans ce domaine. Il ne s'agit pas de la numérisation, qui est une action utile et même salutaire pour améliorer la gouvernance et surtout perfectionner le service public. L'économie numérique est plus large, car elle constitue une activité économique en soi. Au-delà des services offerts par la numérisation, l'économie numérique développe ses activités dans les entreprises, produit ses outils et ses systèmes, invente les solutions numériques, et exporte ses services.

Défi 4 : L'assainissement des finances publiques. On a tendance à considérer les déficits publics comme secondaires tant qu'ils sont internes et n'impliquent pas des rapports avec l'extérieur. Cette approche est dangereuse car par glissements annuels successifs et cumulatifs et face à une épargne limitée, le Trésor va atteindre rapidement l'épuisement de ses ressources auprès de la Banque d'Algérie, qui sera, à son tour, dans l'impossibilité de juguler l'inflation. De même les charges des intérêts seront un autre fardeau pour le budget de l'État ; elles viennent grever la dépense publique au détriment des autres besoins fondamentaux. L'assainissement des finances publiques est un véritable défi si l'on veut aller plus loin dans les réformes financières.

Défi 5 : la création massive des emplois décents et permanents. C'est le véritable défi de l'économie algérienne. Le chômage en général et celui des jeunes (souvent diplômés) est inquiétant et doit trouver des solutions à moyen terme. Un chômeur est une charge pour l'économie et pour la société. Il ne produit pas, il ne cotise pas au système de protection sociale ; il peut facilement basculer vers la sous qualification, la paupérisation, la délinquance, et aussi l'immigration illégale. Des politiques d'emploi très volontaristes doivent être mises en place très rapidement. C'est encore dans l'industrie et les services que la création d'emplois en grand nombre est possible. Aujourd'hui les emplois créés dans les services sont des emplois sans qualification ; le défi est de passer à des services de niveau supérieur et à forte valeur ajoutée intégrant des technologies, des savoir-faire et apportant des solutions réelles aux entreprises, aux administrations et aux particuliers ; ces services doivent bénéficier d'un soutien de l'État et des simplifications dans leur lancement en grand nombre.